

Modèles de succès dans les régions de montagne et les espaces ruraux



Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für die Berggebiete
Groupement suisse pour les régions de montagne
Gruppo svizzero per le regioni di montagna
Gruppa svizra per las regiuns da muntogna

Éditeurs	Groupement suisse pour les régions de montagne (SAB) Seilerstrasse 4 Postfach 3001 Berne
Auteurs	Thomas Egger Peter Herrmann Valentine Duhem Michael Amstalden Denis Steckler
Illustrations	Bus alpin dans le parc natuel de Beverin (Bus alpin)
Publication	4 juillet 2017

Avant-propos

Très souvent des représentants de communes de régions de montagne prennent contact avec le SAB pour poser la question suivante: qu'est-ce que je peux faire pour que ma commune puisse s'épanouir. Même des journalistes viennent frapper à la porte du SAB à la recherche de réponses ou d'une solution à une problématique épineuse. Généralement pressé d'avoir une explication, il est souvent impossible de fournir une explication simple à un problème complexe. Chaque commune, chaque région présente des particularités locales propres. Une région hautement industrialisée comme le Jura Neuchâtelois doit répondre à des besoins spécifiques et mettre en place des stratégies essentielles de développement très différentes par rapport à une région touristique comme l'Engadine. De même qu'il existe autant d'acteurs que d'expériences professionnelles, la solution « *miracle* » n'existe pas en tant que telle mais en tant qu'éventail de possibilités constituant une base de réflexion. Par cette publication, le SAB veut apporter sa contribution dans la mise en évidence de certaines solutions qui se sont avérées efficaces dans leur mise en pratique.

Les exemples choisis dans ce rapport ne doivent pas être appréhendés comme des modèles absolus de « meilleures pratiques actuelles ». En outre ces exemples ont été choisis pour les thématiques régionales variées qu'ils incarnent. Les exemples doivent éveiller l'intérêt et stimuler la réflexion, ils seront peut-être l'élément déclencheur d'initiatives pour certaines communes, régions ou cantons. Le but est aussi d'envoyer un signal clair: les régions de montagne sont porteuses d'idées novatrices, d'entrepreneurs couronnés de succès et d'initiatives prometteuses. Les personnes caractérisées par ces idées méritent une reconnaissance et un soutien total. De même, nous pouvons nous demander quelles sont les possibilités de financement de tels projets. Nous avons énuméré, en annexe, quelques ressources financières à disposition. Bien que cette question reste centrale, un bon projet ne peut pas être initié par des préoccupations budgétaires. À l'inverse, une idée convaincante peut devenir le moteur d'une entreprise durable. Du point de vue du SAB, la coordination régionale entre projets est essentielle et doit être appréhendée comme la base solide de la réussite de ces derniers. Les processus de développement régionaux qui ont porté leurs fruits seront décrits et détaillés dans les chapitres 3 et 4 de ce travail. Les pistes de développements et conseils fournis dans cet exposé se basent sur les exemples présentés ci-après mais aussi sur la longue expérience du SAB en la matière.

Berne, juin 2017

Thomas Egger

Directeur du SAB



Table des matières

Avant-propos	3
1 Introduction	5
2 Exemples	6
2.1 Hasliberg – Organiser le futur avec des propriétaires de résidences secondaires	7
2.2 L’arrière-pays de Lucerne – Le développement régional « bottom-up »	9
2.3 Veysonnaz – le label « Commune de montagne – La jeunesse, notre avenir »	11
2.4 Léventine/Val Blenio – Activation du potentiel des résidences secondaires	14
2.5 Surselva – Des lits chauds à la place de lits froids	16
2.6 Conches – énergieregionGOMS «Vers l’autonomie énergétique»	17
2.7 Ayent – Écologique grâce à de l’engagement et du bois	20
2.8 Frutigen – Une maison tropicale écologique dans l’Oberland bernois	23
2.9 Bus alpin – Mise en valeur des TP « le dernier killomètre »	25
2.10 Safiental – Skier grâce à du solaire	27
2.11 Haut-Valais – Solidarité grâce au réseau de la fibre optique	28
2.12 Alpnach – Micro Center Central-Switzerland (MCCS)	30
2.13 Basse-Engadine – Vacances pour le bien-être dans le parc national	32
2.14 Val Lumnezia – Développement régional par Pro Val Lumnezia	34
2.15 Toggenburg – l’association de la région de Toggenburg, moteur local	37
2.16 Oberland bernois – Conférence régionale de l’Oberland-Ost, coordinateur régional	40
2.17 Val d’Anniviers – Une fusion dans la vallée	42
2.18 Urnäsch – Les projets de développement régionaux ont le vent en poupe	45
2.19 Bosco Gurin – Un développement basé sur la tradition et la culture	47
3 Acquis et suggestions	49
4 Financements	52
4.1 Soutien des pouvoirs publics	52
4.2 Soutien de la part des institutions privées	56
4.3 Prix pour l’innovation	58
5 Bibliographie	59

1 Introduction

Il existe un bon nombre de projets innovants dans les régions de montagne ainsi que dans les espaces ruraux. Par la présentation de quelques initiatives locales ou régionales, cette publication a pour objectif d'exposer quelques suggestions pouvant faire aboutir des projets de développement et mettre en évidence les facteurs de succès.

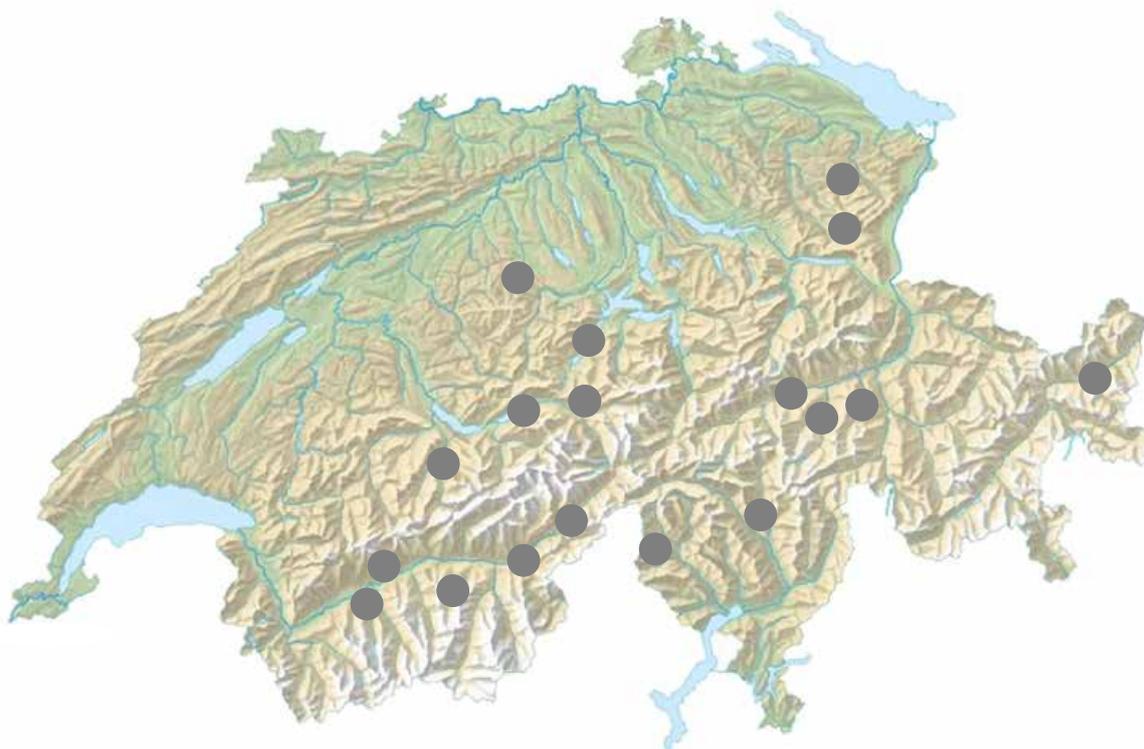
Dans un premier temps nous allons proposer des exemples, issus de régions de montagne et des espaces ruraux, dans lesquels des citoyens mais aussi des présidents de communes ont engagé leurs forces à la conception et à la réalisation de projets originaux. Nous avons sélectionné des projets innovants dans un large panel de domaines : une production d'énergie « verte », une nouvelle offre touristique dans le domaine du « bien-être », ou encore la création d'une maison tropicale dédiée à l'élevage d'esturgeons, etc. Les exemples présentés ne doivent pas être considérés comme des « recettes toutes faites » en matière de développement, mais comme des pistes de réflexions devant être adaptées à chaque région par rapport à ses particularités intrinsèques.

La deuxième partie de cette publication sera consacrée à l'élaboration de suggestions, ainsi qu'à une synthèse des connaissances acquises par l'étude des projets de développement présentés. Nous allons mettre l'accent sur la nécessité et l'utilité de projets « bottom-up » qui renforce l'acceptabilité de ces derniers et leur capacité à aboutir. Finalement, nous aborderons la question du financement des projets. Les instruments de financement à disposition, ainsi que leur utilisation, feront donc l'objet du dernier point de ce travail. Les sources de financement répertoriées peuvent être consultées par l'intermédiaire des liens internet se trouvant à la fin de cette publication.

Les sources d'informations pour ce dossier sont constituées d'une part de discussions avec les protagonistes et porteurs de projets présentés, ainsi que d'une recherche documentaire sur les sites internet dédiés à ces projets. Les informations ne provenant pas de ces sources sont précisées dans le texte. Ce choix a été fait dans le but de rendre la lecture plus fluide, les sources n'étant pas directement mentionnées dans le texte. Une bibliographie de toutes nos sources se trouve à la fin de cette publication. De même, nous avons choisi de n'utiliser dans nos tournures de phrase qu'uniquement la forme masculine, englobant de ce fait les personnes de sexe féminin. Il a aussi été choisi de garder au travers de notre rédaction et de notre traduction les noms propres dans leur langue originale.

2 Exemples

Avec une portée nationale, cette publication expose différents projets de régions de montagne et espaces ruraux. Ainsi la carte ci-dessous présente les différents lieux qui ont vu naître les projets analysés dans ce travail.



Représentation des lieux de projets mentionnés dans cette publication (swisstopo, SAB)

2.1 Hasliberg – Perspectives avec des propriétaires de résidences secondaires

L'acceptation de l'initiative sur les résidences secondaires (R2) a fait redouter à la commune d'Hasliberg la perte de nombreux emplois, lieux de formation, mais aussi un exode rural. La commune a donc entrepris une démarche visant à rassembler des idées pour son développement territorial, en intégrant ses citoyens à la démarche. À ce titre, la « Zukunftskonferenz » a permis de définir de nombreuses solutions. Au sortir de cette conférence, beaucoup de projets étaient déjà prêts à voir le jour. L'association des propriétaires de R2 s'est avéré être une ressource précieuse.



L'élaboration du projet « Zukunft Hasliberg » s'est construit autour de nombreux acteurs tels que la Haute école de Lucerne, la commune de Hasliberg et Standortmarketing & Regionalentwicklung de la région de Haslital Brienz. La population locale, notamment l'association des propriétaires de R2, s'est sentie concernée par la problématique, et a décidé de venir en renfort pour ce projet. L'élément déclencheur de cette démarche a été l'initiative sur les R2. Cette législation a remis en cause l'économie locale, spécialisée dans la construction traditionnelle en bois. Le projet « Zukunft Hasliberg » a été motivé par la crainte de perdre tout un pan de cette économie, connaître une baisse de l'attractivité du lieu et dépeuplement de la commune. La volonté derrière cette initiative était de montrer qu'Hasliberg n'avait pas perdu son potentiel de développement, malgré les nouvelles conditions cadre défavorable.

Collaborer pour planifier l'avenir

Ce projet, initié durant l'été 2015, a abouti après deux ans de travail. Comme première étape, les propriétaires de R2 ont été invités à répondre à un questionnaire en ligne permettant de définir quel était le potentiel d'utilisation de leurs biens, mais aussi quelles propositions ils pouvaient élaborer pour l'avenir socioéconomique de la commune. Toutes ces informations ont été recueillies et discutées à l'occasion d'un atelier. Les citoyens d'Hasliberg ont été invités à participer à la conférence sur l'avenir d'Hasliberg, « ZuKunft Hasliberg – wir gestalten mit » (Le futur d'Hasliberg – Nous le façonnons). Lors de l'assemblée toutes les personnes intéressées, soit les citoyens d'Hasliberg, l'association des propriétaires de R2 – au total plus d'une centaine de volontaires – se sont réunis afin de discuter de solutions pour le développement d'Hasliberg. Ainsi, onze groupes de travail ont formulé des propositions de développement, réunies et coordonnées au sein d'un plan de mesures.

Une pléthore de projets à « HaslitalApp »

Durant l'été 2016, deux conférences ont permis d'analyser et étudier les différents projets pour évaluer leur faisabilité et finalement leur mise en œuvre. Le financement des travaux conceptuels a pu se faire grâce à une fondation. Afin de renforcer l'économie locale, une équipe de la Haute école de Lucerne et Berne s'est aussi penchée sur le développement du réseau et de nouvelles possibilités dans l'utilisation du bois. Fin 2016, après la mise sur pied de plusieurs pré-projets, la Nouvelle politique régionale (NPR) a finalement consenti à accorder des moyens financiers pour la réalisation de ces derniers. De là, « HaslitalApp » est née, permettant dans un premier temps de constituer une base de données générale, puis dans un deuxième temps de devenir un outil dans la gestion des bénévoles voulant participer au développement d'Hasliberg. C'est tout naturellement que le groupe de travail lié à l'agriculture a souhaité se rattacher à cette application. Son potentiel a également intéressé le domaine touristique de la randon-

née en montagne, en effet le problème des déchets dans la région des Alpes de Hasliberg pourrait être endigué grâce à cette application permettant la mobilisation de bénévoles. De nouveaux investissements ont renforcé les infrastructures touristiques en place mais ont aussi permis de valoriser les centres villageois et d'améliorer l'offre en transports publics.



Discussion sur le futur de la commune d'Hasliberg dans le cadre de la „Zukunftskonferenz“ (Jonathan Liechti)

Les propriétaires de résidences secondaires comme ressource importante

Le projet s'est construit sur la base des résultats de la première conférence, l'association du « Réseau de promotion Hasliberg » a pu poser un socle solide sur lequel s'appuyer. L'association des propriétaires de R2 compte alors 150 membres. L'association vise des objectifs à long termes : faire d'Hasliberg un lieu agréable, reposant et proche de la nature mais aussi un espace de vie économique prospère. En dehors de l'aide au financement du projet, l'association est ouverte à intégrer d'autres « membres » pour la promotion d'une collaboration entre les autochtones et les non-résidents du village. Les premières activités de ces groupes de travail volontaire ont pris diverses formes comme l'aide apportée au nettoyage des pistes, l'aide apportée à la commune dans le nettoyage lié aux intempéries, mais aussi la sponsorship de deux projets liés au futur de Hasliberg.

Conditions pour l'engagement commun

Hasliberg est l'exemple d'une forme d'aboutissement dans la collaboration entre autochtone et non-résident à une commune dans la difficulté. Plusieurs éléments ont été cruciaux dans la réussite de cette entreprise. Un des aspects a été une volonté politique forte de s'investir dans cette démarche. En effet, le projet a été désigné de manière unanime, au conseil communal, comme le point le plus important à développer lors de la réunion. D'ailleurs, le président de la commune est l'un des membres de la direction de ce projet. Un autre facteur de réussite a été l'intégration du « public » au projet. La population a pu participer à la « Conférence du futur », et ainsi développer ses idées pour sa commune. Intégrée très tôt dans le processus, l'association des propriétaires de R2 a été un élément central dans cette volonté de s'organiser tous ensemble. Ce procédé a notamment été rendu possible par une participation importante, ainsi qu'un intérêt palpable de la part de la population. La collaboration énergique entre les locaux et les personnes extérieures a aussi permis d'établir une relation de confiance mutuelle dans l'entreprise de ce projet. Ainsi, sans une intégration et des compromis entre les différents acteurs, le projet n'aurait pas pu aboutir.

Le projet « le futur d'Hasliberg » a montré que l'intérêt de l'Homme au sujet son espace de vie peut s'avérer très efficace. Cet intérêt peut être utilisé comme une ressource afin de redonner une chance pour les régions de montagne touristiques soumises à de nombreux défis socioéconomiques.

2.2 L'arrière-pays de Lucerne – Développement régional « bottom-up »

Dans la région de l'arrière-pays lucernois, la population locale est active dans le développement de sa région. L'association «GewerbeHinterland », issue du secteur économique de l'artisanat, est le fruit d'un travail collaboratif entre le SAB et un groupe d'acteurs régionaux. Une réflexion interdisciplinaire s'est construite autour d'une volonté d'élaborer des stratégies concrètes pour la région. Une des propositions mise en place est la collaboration au niveau du réseau local entre les corporations de métiers artisanaux et les communes concernées. Cela a notamment renforcé la coordination et la collaboration entre les différents secteurs économiques présents dans la région.



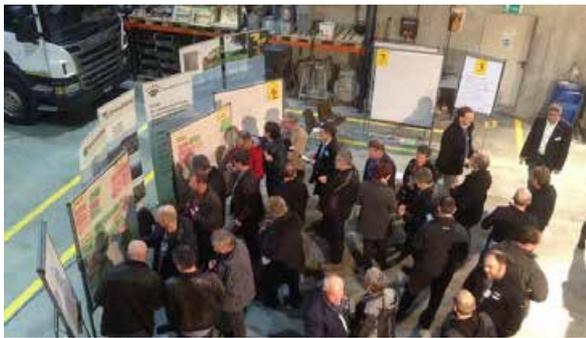
« Une région limitrophe avec peu de perspectives et un manque de considération au sein du canton ». Dans la présentation du plan directeur cantonal de Lucerne, il a été déterminé que l'association « GewerbeHinterland » jouait un rôle important au niveau du développement des communes suivantes: Altbüron, Fischbach, Gettnau, Grossdietwil, Luthern, Ufhusen et Zell. Dans le cadre du projet pilote lancé en 2005 avec un groupe d'acteurs locaux de l'arrière-pays lucernois, le comité directeur de l'association des artisans a cherché à collaborer avec la Région de Lucerne Ouest et le SAB.

Le but était de renforcer de manière durable le développement socioéconomique régional par une impulsion. Un travail collaboratif avec la population locale était la meilleure option afin de matérialiser des mesures concrètes, cohérentes et globales pour atteindre le but fixé. La mise en œuvre de ce projet a commencé en 2017. En outre, ce projet pilote a aussi servi à fournir de nouvelles connaissances sur la stratégie fédérale pour le développement des régions de montagne et espaces ruraux. Dans ce cadre, le SECO mais aussi le canton de Lucerne ont financé la démarche.

Le projet pilote était dirigé par un groupe de pilotage, ainsi que par un groupe de pilotage opérationnel. Afin de superviser les objectifs stratégiques, le groupe de pilotage était chargé de rencontrer les représentants de l'association « GewerbeHinterland » et ceux des sept communes impliquées. Lors de cette réunion, les intérêts les plus importants étaient représentés : les communes, les agriculteurs, l'artisanat et le secteur du tourisme. Les communes ont été représentées sous la forme d'un groupe de deux délégués, mandatés pour participer au groupe de pilotage et garantir le portage politique du projet. Un groupe d'accompagnement au projet composé du canton de Lucerne, de la Région de Lucerne Ouest, de la Confédération et du SAB, étaient aussi présent. Ces représentants avaient pour objectifs, d'une part, de renforcer et d'assurer la stratégie de développement cantonal et régional, et, d'autres part, de mesurer l'efficacité de la politique fédérale pour les espaces ruraux et les régions de montagne par le biais de ce projet pilote. La région de Lucerne Ouest secondait le projet en raison de sa connaissance spécifique du développement régional du territoire concerné.

Coopération de la population

La démarche participative, intégrant la population locale au projet, a débuté en octobre 2015 par une invitation publique à la conférence « Zukunftskonferenz ». Ainsi, une brochure a été envoyée à tous les ménages concernés, 7'800 citoyennes et citoyens ont été confrontés à ces questions :



An der Zukunftskonferenz wurden erste Ideen für die gemeinsame Zusammenarbeit erarbeitet und diskutiert (SAB)

Quel est le potentiel de notre région ? Quels sont les buts à cibler et quels sont nos objectifs pour le futur ? Quels projets allons-nous construire et réaliser ensemble ? Lors de cette conférence, cinq thèmes, correspondant à cinq groupes de travail, ont été présentés : « *habiter/aménagement du territoire, démarrer sa start-up, tourisme, marketing et financement* ». Ces sujets ont été discutés sous la direction du groupe de pilotage. Finalement dans le cadre d'une conférence intermédiaire, ainsi qu'une conférence finale, les résultats obtenus ont été présentés à la population et rediscutés.

Renforcement par le travail collaboratif

Chacun des cinq groupes est arrivé à la conclusion que les communes de l'arrière-pays de Lucerne doivent renforcer leur collaboration et par là-même, renforcer leur position. En effet, la position d'une région dépend énormément de la volonté issue du peuple mais aussi de celle des politiciens de la mettre sur le devant de la scène.

L'engagement ressenti dans les groupes de discussions liés aux cinq thèmes a prouvé que les régions peuvent compter sur des acteurs motivés et actifs. En incitant la réunion d'acteurs interdisciplinaires, il est alors possible d'augmenter les chances de pouvoir utiliser le potentiel endogène issu de cette rencontre. Par l'encouragement et le renforcement de la collaboration des acteurs, au-delà des limites communales, il est possible d'accroître et de renforcer la capacité de développement d'une région.

Le réseau régional comme moteur

Les cinq groupes de travail ont acquis la certitude qu'abolir les frontières administratives, plus particulièrement dans le domaine économique et artisanal, mais aussi du point de vue communal, pouvait être utile, voire nécessaire pour le développement régional. De même la collaboration entre le public et le privé, notamment dans le cadre de la corporation artisanale, pouvait s'avérer être payante. Les activités dépassant les limites administratives ne doivent justement pas tenir compte de ces limites, et, prendre en compte les spécificités et conditions socioéconomiques particulières du maillage régional afin d'organiser leur financement en conséquence. Le maillage régional se compose aussi d'une organisation professionnelle, notamment par le biais de l'association corporatiste des artisans. La direction est déchargée d'un bon nombre de tâches et la collaboration entre les entreprises locales est facilitée. Les offres seront plus nombreuses et les artisans pourront mieux protéger et mettre en avant leur force créatrice et leur force d'innovation. Cette manière d'appréhender le territoire est l'occasion de faire naître une collaboration entre communes et entreprises, mais aussi de niveau intercommunale.

Le financement comme enjeu

La deuxième année de la phase de pilotage de ce projet a été financée par le SECO, ainsi que par le canton de Lucerne. L'assurance du financement de la réalisation n'a pas encore été approuvée de manière définitive. Toujours est-il qu'un financement inscrit dans la durée a été obtenu de l'association des artisans et de sept communes. Dans le cadre de l'association des artisans, une cotisation de cent francs par membre a été établie. La participation des sept communes n'a cependant pas encore été confirmée.

2.3 Veysonnaz – « Commune de montagne – La jeunesse, notre avenir »

La commune valaisanne de Veysonnaz a reçu en 2017 le label du SAB « Commune de montagne - la jeunesse, notre avenir » pour son engagement remarquable. Dans le cadre de sa candidature pour ce label, la commune a collaboré avec la jeunesse « barloukette » sur de nombreux projets. Cette coopération a généré un plan de mesures et donc de nombreux projets prêts à la réalisation. L'engagement de la commune et de la jeunesse est notable : organisation d'un festival pour enfants, soutien à une crèche, revitalisation d'un espace de loisirs, création d'un sentier culturel ou encore aide aux personnes âgées qui ne peuvent plus faire leurs courses.

La commune de Veysonnaz se situe à environ 1'200 mètres d'altitude au Sud de Sion, elle compte environ 600 habitants. Depuis plusieurs années, cette commune affiche clairement une volonté de soutenir sa jeunesse, d'où l'intérêt pour le label développé par le SAB, « Commune de montagne - la jeunesse, notre avenir ». La décision de soumettre une candidature pour l'obtention du label du SAB a encouragé la commune à faire des démarches supplémentaires.

Avec le soutien de la commune et du délégué à la jeunesse du canton du Valais, l'association Jeunesse barloukette a été créée dans le cadre de l'obtention du label du SAB. Le but de l'association est de permettre aux jeunes de Veysonnaz de participer activement à la vie villageoise, à la dynamiser et lui donner un nouveau souffle. Dès lors l'association a développé divers projets, tels que des manifestations pour les jeunes (les « excursions communales », la fête « La Nuit du Creux », ou encore prendre part aux fêtes de village).



Groupe de travail : un représentant communal et un représentant scolaire, mais aussi l'association Jeunesse barloukette (Veysonnaz).



Pour plus d'informations:

Jasmine Ramondt-Fragnière, Conseillère communale

info@veysonnaz-commune.ch

www.jeunesse-barloukette.weebly.com

Un groupe de travail a d'ailleurs été constitué dans l'optique de concrétiser les différentes mesures entreprises dans le cadre de l'obtention du label. Ce groupe de travail est composé de représentants de la commission scolaire et de la commission pour le temps libre, la culture et la religion, ainsi que de l'association de Jeunesse barloukette. Une analyse de la situation a donc été effectuée en commun afin de savoir quels critères étaient déjà remplis et quelles mesures devaient encore être entreprises pour concrétiser l'obtention de ce label.

Le label de la jeunesse pour la jeunesse

À l'occasion du Forum des jeunes du SAB (printemps 2017), les représentants des communes détenant le label, des jeunes âgés de 15 à 25 ans, ont jugé la candidature de Veysonnaz éligible au titre de « Commune de montagne - la jeunesse, notre avenir ». Mais ils ne se sont pas arrêtés là puisqu'ils ont trouvé que les efforts entrepris par la commune et la jeunesse méritaient d'être présentés comme un exemple en la matière.

Les critères du label du SAB ont été élaborés dans le cadre du projet « les jeunes des régions de montagne ». Un questionnaire a été distribué dans sept communes afin de répertorier l'avis et les besoins des élèves de niveau primaire et des écoles secondaires, ainsi que celui de leurs parents (environ 400 élèves et les parents de ces élèves). Sur la base de ce sondage un certain nombre de thématiques se sont dégagées pour améliorer le quotidien des jeunes dans les régions de montagne. Le label a donc regroupé ces informations sous sept différentes thématiques :

1. Conservation de l'école de village (dans le contexte régional)
2. Amélioration des perspectives de travail – création d'emplois, places d'apprentissage, stages, etc.
3. Amélioration de la prise en charge des enfants
4. Mobilité et accessibilité orientées sur les besoins des jeunes
5. Amélioration des conditions et possibilités de logements pour les jeunes
6. Améliorer l'offre de loisirs
7. Développement des échanges intergénérationnels.

En plus de mettre en place une politique liée aux thématiques citées, les communes doivent remplir les conditions suivantes: une commune détentrice du label doit déléguer au moins un jeune pour le Forum des jeunes du SAB, organiser une journée dans les établissements scolaires sur le thème de la jeunesse dans les régions de montagne, prévoir une réunion annuelle afin de discuter des efforts effectués et élaborer des perspectives pour les mesures à entreprendre sur le sujet. Le délégué de la commune pour le Forum des jeunes du SAB doit participer à cette séance (pour plus d'informations et de détails : www.jugend-im-berggebiet.ch/?lang=fr).

La commune de Veysonnaz a convaincu le Forum des jeunes du SAB grâce aux nombreuses mesures prévues et initiatives déjà concrétisées. En voici quelques unes:

- L'école primaire a été rénovée et maintenue dans le village, il y a même la possibilité d'y intégrer des classes composées de deux degrés. D'ailleurs, une offre de bus scolaire s'est transformée en projet pilote de « Pedibus ».
- La commune a soutenu et construit une crèche qui propose également une place de stage.
- Concernant l'amélioration des perspectives professionnelles, la commune propose une séance d'information qui sensibilise les entreprises locales à la nécessité de créer des places



Les jeunes des communes détenant le label au Forum des jeunes du SAB, mars 2017 (SAB).

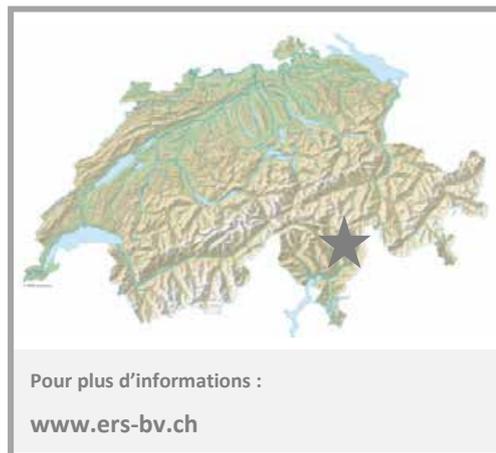
d'apprentissages, de stages ou encore de travail d'été. En outre, la commune soutient aussi, par le biais de différentes mesures, les entreprises qui s'engagent dans la formation pour les jeunes.

- Les jeunes étudiants se soucient aussi de la commune de Veysonnaz en tant que destination touristique, notamment par l'accueil des touristes le samedi, journée de grosse affluence en saison, en les informant des différentes possibilités d'activités. La commune a aussi mis en place la possibilité pour les jeunes d'aider les employés communaux durant les vacances d'été.
- Afin d'améliorer les conditions et l'accessibilité aux logements pour les jeunes, la commune a prévu d'élaborer une plateforme à leur intention, afin que ces derniers puissent être informés des disponibilités de logements dans la région. De même, des subventions au loyer sont attribuées aux jeunes voulant partir de la maison familiale, tout en restant dans leur village.
- La commune encourage les projets développés par l'association de jeunesse barloukette.
- Création du festival annuel « Place aux mômes » qui propose aux enfants des concerts, des spectacles de théâtre, un jeu de marionnettes, une heure de contes ou encore un manège. De même, un festival en plein air sur le thème du cinéma et un autre sur le thème de la photographie ont été mis sur pied dans le vieux village pour les habitants et les touristes. En outre, les jeunes et la commune se sont entendus pour promouvoir et moderniser un espace de détente.
- Un autre projet en collaboration avec la jeunesse : un chemin didactique serpente les constructions historiques et traditionnelles du village dans le but d'attirer et informer les touristes par des planches informatives. L'héritage culturel du lieu doit être mis en valeur dans le but de le rendre accessible aux touristes, tout comme à la population locale.
- Afin de garantir et promouvoir l'échange entre les générations, les personnes âgées du village sont invitées à montrer des films, des photos ou à raconter l'histoire de leur village, lors de la journée sur le thème de la jeunesse dans les régions de montagne. De même, des cours de cuisine traditionnelle ainsi que des cours de dialecte sont proposés aux jeunes, d'une part pour transmettre la tradition et d'autre part pour favoriser cet échange intergénérationnel.
- Les jeunes ont mis en place une structure d'aide aux personnes âgées afin de faciliter leurs courses.

L'idée derrière le label « Commune de montagne – la jeunesse, notre avenir » est d'encourager les communes à améliorer les perspectives socioprofessionnelles pour des jeunes. La prise en compte de la jeunesse dans ces régions est essentielle dans le développement d'une commune, notamment pour pallier à l'effet d'exode rural des montagnes. Le SAB est convaincu que les jeunes sont la clé pour casser le cercle vicieux de l'émigration de ces régions.

2.4 Léventine/Val Blenio – Activation du potentiel des résidences secondaires

Sur les hauts de Léventine et du Val Blenio se trouvent de nombreux logements vides ou utilisés de manière temporaire. Dans une volonté de mettre sur pied un modèle d'activation et de gestion du potentiel des résidences secondaire (R2), il a été question de motiver les propriétaires de R2 à louer leur bien. Au moyen d'un sondage, nous avons tout d'abord évalué les besoins des propriétaires de R2. Sur cette base, le SAB a élaboré un modèle d'incitation à la location.



En raison du dépeuplement des régions de montagne, il existe de plus en plus de logements vides et inutilisés dans le Nord du Tessin. Un bon nombre de ces logements ont été reconvertis en R2, et ne sont que très peu utilisés. Ces constructions peuvent être la source d'un potentiel touristique non-négligeable. Afin de valoriser ce potentiel, le groupe régional de développement « Ente Regionale per lo viluppo del Bellinzonese e valli » (ERS-BV), accompagné du Groupement suisse pour les régions de montagne (SAB), et la Société suisse pour le crédit hôtelier (SGH) ont décidé de mettre en place un modèle d'activation du potentiel des R2 dans le Léventine et le Val Blenio. Ce projet intervient à la suite de l'adoption de l'initiative sur les résidences secondaires et doit tenir compte des nouvelles dispositions en vigueur suite à la mise en œuvre de la première partie de la révision de la loi sur l'aménagement du territoire (LAT).

L'idée de base du projet était de réveiller le potentiel des R2 existantes à l'intérieur des zones à bâtir afin d'établir une structure d'hébergements touristiques. Autrement dit, transformer les lits « froids » en lits « chauds ». Un autre but de ce projet était d'initier une collaboration entre différents acteurs issus de l'hôtellerie, de la parahôtellerie, des propriétaires de logements, et même certains organes publics (communes et canton). Dans l'idée de redonner une impulsion à l'économie locale, la volonté de mettre en place cette collaboration et de développer de nouvelles offres touristiques concorde parfaitement avec l'ouverture du tunnel de base du Gothard permettant entre autres le transport touristique.

Existence d'un potentiel de 1'500 lits

Au début du projet, fin septembre 2014, une enquête a été réalisée afin d'analyser la situation et définir les besoins et impératifs relatifs à la situation. Ainsi avons-nous envoyé 3'340 questionnaires à des propriétaires de R2 dans les hauts de Léventine et dans Val Blenio, environ la moitié de ces propriétaires nous ont répondu. Suite à cela, il s'est avéré que 20 % de ces propriétaires étaient intéressés à louer leur bien. Avec en moyenne une offre de 5 lits « froids » par logement, nous avons estimé le potentiel d'exploitation de la région à 1'500 lits. De même, environ la moitié des propriétaires ouverts au projet ont eu la bonne volonté de mettre à disposition leur logement toute l'année, tandis que le reste était plutôt intéressé par une location s'élevant à 10 semaines par année.

Le plus gros obstacle à une location reste très certainement, selon les personnes interrogées, le fait qu'ils ne peuvent pas disposer de leurs logements en tout temps. Une autre raison à la réticence de la location est ce besoin de protéger leur sphère privée ou encore de ne pas avoir envie de découvrir les dégâts qu'auraient occasionnés des locataires. L'enquête a aussi révélé qu'une des conditions de mise à

disposition à la location réside dans l'accessibilité aux services et à l'aide de professionnels dans le domaine. Beaucoup de propriétaires ouverts à louer leur bien souhaitent profiter d'une structure permettant la commercialisation de leur bien, une structure s'occupant de la mise en ligne de l'offre touristique, de l'accueil des locataires et finalement du nettoyage de leur bien.



Appartements vides à Airolo (ERS-BV)

Développement d'un plan d'action pragmatique

Parallèlement au sondage, les responsables de projet ont aussi évalué les possibilités et les options relatives aux modèles commerciaux. Après le calcul de la faisabilité et de la rentabilité de plusieurs modèles, il s'est avéré que la création d'une structure indépendante dédiée à la location et l'hébergement touristique n'était pas rentable dans cette région, et ce malgré le potentiel et l'offre disponible. À défaut de cela, l'équipe responsable du projet a tout de même élaboré un plan d'action pragmatique par rapport à la situa-

tion. Les propriétaires de R2 prêts à louer leur bien ont tout d'abord reçu un dossier contenant toutes les informations et liens utiles, notamment la plupart des possibilités de pouvoir louer leur bien sur une plateforme internet de location, ainsi que les coordonnées de professionnels pour la location de logements pour vacances. Dans cette optique, des spécialistes de l'organisation touristique de Bellinzone e Alto Ticino (OTR BAT) ont accompagné les propriétaires lors de l'établissement de la classification de leur bien dans la location selon les critères de la Fédération suisse du tourisme (photos professionnelles, textes bien rédigés et traductions, etc.). Afin d'encourager les propriétaires à constituer leur dossier et ainsi entreprendre les démarches nécessaires, une indemnisation de 200 Frs par propriétaire ayant concrétisé son dossier a été accordée dans le cadre de ce projet-modèle. Par la suite, de nombreux propriétaires de R2 sont allés consulter leur dossier et complété certaines informations. Plus d'une douzaine de ces propriétaires ont tout de suite enregistré leur R2 sur internet.

Grâce au côté innovateur de la démarche et dans le cadre du programme « Projets-modèles pour un développement territorial durable 2014-2018 », la Confédération a soutenu financièrement ce projet. Le total des frais s'élevèrent à 150'00 Frs, dont la moitié a été financée par la Confédération. L'autre moitié de ce financement a été pris en charge par l'ERS-BV et des communes. Les frais relatifs à l'enquête ainsi qu'à la mise sur pied du plan d'action ont été assurés par l'ERS-BV et l'OTR BAT.

2.5 Surselva – Des lits chauds à la place de lits froids

L'objectif de toutes les régions touristiques est d'avoir des « lits chauds », c'est le cas de Surselva dans le canton des Grisons. Beaucoup de résidences secondaires (R2) dépeignaient un village vide avant la création de la plateforme « WarmesBett », qui propose huitante logements de vacances pour la location. Grâce à l'offre de services mise en place par l'agence de location, les propriétaires n'ont rien besoin de faire, de la remise des clés jusqu'au nettoyage. Ainsi dans le Surselva plus de 14'000 nuitées ont été enregistrées suite à la création de cette structure.



C'est dans le village idyllique de Lumbrein, situé dans le Val Lumnezia, que tout a commencé. Les vallées latérales de Surselva sont reconnues et appréciées comme une région de vacances et de randonnées. Cependant, un bon nombre de R2 sont vides la plupart du temps. La plus part des propriétaires craignent souvent la responsabilité financière induite par la location. Selon Claudio Quinter, le co-initiateur du projet « WarmesBett », la problématique majeure de la location serait la structure et les services liés à la location. Depuis le lancement du projet en 2010, l'entreprise de location propose une prise en charge quasi complète des logements et des locataires, l'agence s'occupe de vendre l'offre de location, réceptionner les locataires, leur transmettre les clés, nettoyer les logements et d'encaisser la location. Le propriétaire n'a pour ainsi dire aucun effort à faire. Ce sont le plus souvent les voisins du bâtiment loué qui prennent en charge la remise des clés, le service d'aide en cas de besoin et le nettoyage. « WarmesBett » travaille avec des personnes locales. Une personne de référence, qui connaît les lieux et les habitants de la région, supervise l'activité.



WarmesBett a commencé à Lumbrein dans le Val de Lumnezia (SAB)

Il est essentiel de convaincre les propriétaires de louer leur bien, la peur que les locataires portent atteinte à la sphère privée ou qu'il faille gérer des dégâts occasionnés lors de la location reste très présente. Toujours est-il que « WarmesBett » a réussi à prendre en charge environ huitante logements dans la région de Surselva, pouvant de ce fait créer une offre touristique en logements. « WarmesBett » emploie aujourd'hui trois personnes à plein temps, ainsi que 18 personnes à temps partiel. En plus de cela, deux entreprises d'entretien et de nettoyage ont pu voir le jour pour soigner ces lieux touristiques. Dans la même veine, les agriculteurs locaux ont la possibilité de

proposer un panier de leurs produits en guise de bienvenue. Avec une plus-value de huitante francs suisses par nuitée, et plus de 14'000 nuitées par an, « WarmesBett » produit un bénéfice de plus d'un million de francs par an, et contribue de manière active au développement de la région. Bien qu'il reste environ 2'000 R2 utilisées que de manière partielle, avec une idée toute simple et un réseau d'acteurs, le nombre de nuitées enregistrées par la plateforme « WarmesBett » n'a cessé d'augmenter.

2.6 Conches – energieregionGOMS «Vers l'autonomie énergétique»

La société énergétique de Conches a pour objectif de devenir la première région des Alpes autonome en matière d'approvisionnement énergétique. Le vent, l'eau, le soleil et le bois sont des sources exploitables pour la production énergétique. Cette démarche met en valeur une nouvelle source de richesse, et produit des effets positifs sur la vallée de Conches (création d'emplois). L'utilisation de sources d'énergies renouvelables encourage le rapprochement avec la nature et permet d'être actif sur la question climatique. EnergieregionGoms a forgé une image de marque et une identité pour le district de Conches en exploitant le potentiel régional.



Conches est une région du Haut-Valais qui se compose d'une douzaine de communes et environ 4'600 habitants. L'association « unternehmenGOMS » a pour ambition de placer Conches comme première région énergétique des Alpes suisses. Le but de l'entreprise est de mettre une production énergétique décentralisée et locale afin que le transport d'énergie soit réduit au minimum. L'EnergieregionGOMS doit encourager la production de richesse locale, créer des emplois dans la région, générer de nouvelles sources de revenus pour la population locale afin de produire une image positive de Conches, bénéfique pour le secteur touristique. Pour atteindre cet objectif, la population a été intégrée à l'élaboration de « projets phares », ce qui a permis de motiver et de sensibiliser à la question énergétique les citoyens de Conches.

Le point central du projet réside dans une volonté de trouver et produire des énergies renouvelables, d'utiliser des matériaux naturels afin de construire « écologique », créer un marketing autour d'une production de montagne, encourager le « tourisme doux » par de nouvelles stratégies visant à mettre en valeur la culture ainsi que la nature et le paysage d'un espace social. Depuis la fondation d'energieregionGOMS en 2007, plusieurs parties de projets ont été réalisées.

Alpmobil – à la mode et écologique

Environ 80 % des émissions de CO₂ liées aux vacances en Suisse sont produites par les déplacements des touristes. Le choix de voyager en voiture résulte principalement du fait que les vacanciers veulent se déplacer librement pendant leur séjour. Les conséquences en sont la pollution d'espaces naturels relativement bien préservés, des nuisances sonores dans les campagnes et des problèmes de circulation dans les villages. Afin de conserver cette mobilité, mais sans voiture, l'association « unternehmenGOMS » a créé l'association alpmobil en collaboration avec le Touring Club Suisse (TCS), le KWO Grimselstorm et le Regio San Gottardo. Avec ce projet alpmobil, la mobilité devrait progressivement revêtir un caractère écologique. La mobilité liée au tourisme et au temps libre est en pleine mutation, notamment grâce aux innovations dans le domaine de la mobilité.

Le projet a démarré par le col du Grimsel et la location d'un système de transport électrique d'essai pour les touristes et les gens intéressés par l'E-mobilité. Entre-temps, alpmobil s'est transformé en une plateforme dédiée à l'électro-mobilité, proposant une offre touristique combinée entre des solutions de mobilité efficaces et des offres de vacances dans des hôtels. Selon les endroits, des vélos ou des

voitures électriques ou encore d'autres moyens de transport sont mis à disposition. Faire son voyage en train est lui aussi attrayant en raison des avantages offerts (par exemple une réduction sur le prix du billet ou encore la prise en charge des bagages jusqu'à l'hôtel). Des vacances sans voiture mais une flexibilité dans sa mobilité est la devise d'alpmobil.

Alpmobil interpelle la conscience collective sur le fait que les ressources naturelles s'épuisent et qu'il devient nécessaire d'adapter notre mode de vie afin de préserver l'environnement tout en produisant de nouvelles richesses et de nouveaux emplois dans la région. Alpmobil a aussi réussi à mettre en évidence des solutions intéressantes par la collaboration entre les différents acteurs issus du tourisme, des transports ou encore de la production énergétique. Alpmobil élargit sans cesse son offre d'activité et s'est implantée dans la région de Conches, Brigue, Belalp, Simplon, Andermatt, Disentis/Sedrun, l'Oberland bernois, Alto Ticino et Locarno, proposant des paquets de diverses activités de vacances/loisirs et logements.

Installation d'éoliennes sur la route du Nufenen

Depuis 2012, une éolienne produit de l'énergie verte au Col de Gries. En 2016, cette première expérience pilote a été complétée par l'ajout de trois nouvelles éoliennes. Le premier parc éolien du Valais produit environ 10 GWh par an et fournit environ 3'000 ménage en électricité. Par la suite, le parc éolien devrait produire 13 à 14 GWh par an. Durant la phase de développement du projet, un compromis pour la protection des oiseaux et des chauves-souris a été conclu entre les concepteurs du projet et le WWF. De cette manière, le parc éolien a été accepté et soutenu par les organisations environnementales.



Vue d'une éolienne
au col du Nufenen
(Tourismus Obergoms)

Programme du « Soleil Alpin »

Le programme « Alpensoenne » ou « soleil alpin » s'est orienté, comme son nom l'indique, dans la production d'énergie solaire : le solaire photovoltaïque, thermique et la production de panneaux photovoltaïques. Depuis que le programme a été lancé, de nombreuses installations solaires ont été réalisées, autant pour la commune que pour le compte de privés. Des constructions de panneaux photovoltaïques ont même été édifiées sur les paravalanches du domaine skiable de Bellwald. Depuis 2012, deux réalisations de solaire photovoltaïque sur les paravalanches sont actives et alimentent le réseau local. L'électricité produite est directement utilisée pour alimenter le territoire communal de Bellwald, ainsi que les remontées mécaniques. Les deux installations produisent au total environ 22 KWh. Cela est possible grâce à une orientation idéale vers le Sud et à une altitude entre 1'800 et 2'500 mètres. Même le froid et l'albédo de la neige en hiver ont un effet positif sur le rendement des cellules photovoltaïques, et augmentent la production de ces derniers. D'ailleurs le projet a été suivi par une équipe de scientifiques afin de répertorier certaines informations pour les transmettre à d'autres « centrales électriques comparables ».



Constructions solaires
sur des paravalanches
à Conches
(Pedro Rodrigues)

Biogaz de la STEP de Conches

Dans la STEP de Fiesch, environ 100 tonnes de boues d'épuration sont traitées afin de produire 100'000 m³ de gaz permettant ainsi la création de 125'000 KWh d'électricité et 200'000 kWh pour la production de chaleur. Cette fabrication d'énergie couvre environ les 95 % des besoins en chauffage et 65 % des besoins en électricité de l'ARA. Toutes les communes reliées à la STEP de Conches plus la commune de Martisberg sont connectées à cette station.

Sensibilisation

Un autre objectif d'EnergierregionGoms est la sensibilisation et la transmission d'informations relatives aux questions énergétiques. Le thème de l'énergie, notamment les nouvelles énergies, doit être enseigné aux enfants et aux jeunes. Cette approche pédagogique permet de montrer comment réduire sa consommation d'énergie au quotidien.

Afin de remplir cet objectif, « une journée de l'énergie » a été instaurée dans les écoles de Fiesch et Münster. Pour la première fois, une course au niveau suisse en E-vélo a été organisée et environ 3'600 ampoules économiques ont été distribuées à la population par l'intermédiaire d'écoliers. En 2013 Conches a participé au projet suisse « Pionniers de l'énergie et du climat » organisé par Swisscom, Solar Impulse et myclimate. Ce projet offre la possibilité aux classes, d'écoles enfantines jusqu'au cycle d'orientation, de présenter leurs propres projets pour la protection du climat. Les enseignant(e)s supervisent les élèves dans le développement et la présentation de leurs idées.

Financement

L'association locale « unternehmenGOMS » a répondu à l'appel d'offre du Réseau de la Confédération pour l'espace rural. Le but est d'assimiler le projet énergétique régional au réseau de la Confédération pour l'espace rural et la coordination des politiques sectorielles. Un concept énergétique va permettre d'élaborer des critères pour que toutes les centrales électriques répondent aux nécessités et conditions du projet. L'analyse de la situation actuelle, au travers de ce concept, a permis de mettre en évidence les possibilités et les solutions capables de répondre aux exigences que la vision du projet Energierion-GOMS impose. EnergierregionGOMS travaille de manière étroite avec les autorités publiques, mais aussi avec des acteurs économiques régionaux. Ces dernières années, EnergierregionGOMS a gagné quelques sponsors de la part d'industries locales.

Depuis début 2015, EnergierregionGOMS est devenu membre du programme « Energie Region » et Cité de l'énergie, afin de soutenir les politiques énergétiques communales et cantonales. Grâce à l'adhésion d'EnergierregionGOMS aux deux programmes, l'association a gagné en visibilité, obtenu une source de connaissances plus grandes et un plus large soutien de la part de l'Office fédérale de l'énergie (OFEN).

2.7 Ayent – Écologique grâce à de l'engagement et du bois

La commune valaisanne d'Ayent est active depuis les années nonante dans la recherche d'une efficacité énergétique. D'ailleurs, son engagement a été récompensé en 2004 par l'attribution du label « Cité de l'énergie ». Afin de continuer sur sa lancée, la commune d'Ayent a implanté une centrale à pellets produisant 6,3 MW à Anzère.

Ayent est une commune valaisanne d'environ 3'500 habitants. Elle se situe sur la rive droite du Rhône, à seulement quelques kilomètres de Sion. La commune se compose de 11 villages dont le plus connu est d'Anzère en tant que destination touristique pourvue de remontées mécaniques. Anzère est une station touristique plutôt familiale et dédiée aux sports de glisses, pendant la haute saison sa capacité d'hébergement s'élève à 8'000 lits.



Ayent - Cité de l'énergie

La commune d'Ayent se préoccupe, depuis les années nonante, de la question d'une production de chaleur écologique et d'une utilisation efficace des ressources naturelles locales à disposition. Dans cette optique, la première construction réalisée a été la nouvelle station d'épuration des eaux résiduaires (STEP), dont les boues d'épuration résiduelles sont utilisées afin de produire du biogaz. Cette production couvre les 70 % de la consommation en énergie de la station, incluant dans le calcul la production de biogaz. Ayent est l'une des premières communes valaisannes à avoir été subventionnée pour ses mesures d'économie d'énergie. Dans le même ordre d'idées, la commune a soutenu financièrement le changement de chauffage électrique et à huile au profit de solutions plus écologiques, des mesures pour améliorer l'isolation des logements, la norme « Minergie » et des conseils en matière d'énergie.

En 1997, la commune décide de lancer une politique cohérente et durable en matière d'énergie et de protection de l'environnement dans le but d'obtenir le label « Cité de l'énergie ». Le label est attribué par Énergie suisse aux communes qui remplissent les conditions suivantes : être engagé dans la recherche de sources d'énergies durables, favoriser une mobilité douce, agir pour une diminution de la consommation d'énergie et de la production de CO₂. En plus de tout cela, il est nécessaire de faire un état des lieux et définir le potentiel d'économie d'énergie. Dans un deuxième temps, le dossier présenté doit contenir les objectifs visés, ainsi que les mesures et moyens qui seront mis en place pour les atteindre. C'est le plan énergétique 1999-2000 qui a joué ce rôle, et permis à Ayent d'obtenir le label « Cité de l'énergie » en 2004. À partir de là, une réévaluation de la situation est effectuée tous les quatre ans, afin de déterminer si le label Cité de l'énergie peut toujours être attribué à la commune. Une re-certification n'est possible que dans le cas où au moins 50 % des mesures annoncées ont été réalisées. Avec une réalisation des projets et mesures prévues s'élevant à plus de 70 % de son programme, Ayent fait partie du 20 % des communes les plus engagées dans le suivi du label « Cité de l'énergie ».

Depuis qu’Ayent détient ce label, les mesures suivantes ont été réalisées :

- La commune a mis en place un service de comptabilité de la consommation d’énergie et d’eau afin d’en analyser et exploiter les données.
- La place d’Anzère a été transformée en zone piétonne. Des bus-navettes sont organisés en haute saison afin de garantir un trajet de 15 minutes depuis les parkings situés aux abords du village jusqu’au centre de la station.
- Le chauffage à mazout de l’école du Botyre a été remplacé par un chauffage aux pellets.
- Dans le village de Saint-Romain, une centrale de chauffage à bois produisant 250 kWh a été installée. Les chutes de bois issues du triage forestier et des scieries de la région sont utilisées afin d’alimenter cette centrale. L’école primaire comprenant une salle de sport, l’Église et la maison communale sont chauffés de cette manière.
- Un bon nombre d’installations photovoltaïques, environ 122 m², équipent des bâtiments communaux.
- 750’000 francs suisses ont été investis dans un éclairage public écologique.
- Les personnes privées sont subventionnées dans leurs investissements pour l’utilisation d’énergie verte et les mesures écologiques prises au niveau communal en plus du niveau fédéral. Les nombreuses demandes qui sont faites à ce sujet sont la preuve que ce système marche.

Un chauffage central écologique aux pellets

La plus grande centrale de chauffage à distance à pellets d’Europe centrale alimentant la station est un autre projet réalisé à Anzère. C’est en 2010 et à l’occasion de la fermeture programmée de la centrale de chauffage à mazout, vieille de plus de 60 ans, qu’est née une volonté commune de trouver une solution de remplacement efficace. L’initiateur de ce projet est Markus Mann, propriétaire d’un logement à Anzère, ce dernier voulait depuis longtemps et par l’intermédiaire de son entreprise MANN Naturenergie GmbH trouver un moyen de produire de l’énergie « propre ».



Vue de l’extérieur de la centrale à pellets d’Anzère (www.chauffageboisanszere.ch)

La première étape a été d'informer et de persuader les propriétaires du bien-fondé du projet. Entre autres grâce à l'aide de la société immobilière d'Anzère, environ 600 propriétaires sont venus soutenir la viabilité du projet. En 2010, l'entreprise Chauffage Bois-énergie Anzère (CBA) est fondée, les propriétaires immobiliers détiennent les 49 % du le capital-actions, et les 51 % restant sont détenus par MANN Energie Suisse. C'est durant l'automne 2011 que la nouvelle centrale de chauffage à distance à pellets d'une capacité de 6,3 MW est inaugurée. Entre-temps, 27 bâtiments, 19 appartements, le restaurant Télécabine ainsi que le Spa & Wellness Center se sont connectés à ce réseau. Au total cela correspond à plus de la moitié de la capacité d'hébergement d'Anzère. La consommation annuelle totale du réseau équivaut à 10'000 MWh. Cela signifie aussi l'économie d'environ 1,2 millions de litre d'huile de chauffage. Le degré d'efficacité de la centrale de chauffage à pellets est relativement haut, n'ayant qu'environ 8 % de perte. À cela il faut encore ajouter que la production de pellets est locale, issue des forêts de la région.

Cette centrale de chauffage écologique bénéficie de différentes subventions aux niveaux communal, cantonal et fédéral. Par exemple, dans le cadre de la promotion à l'utilisation d'énergies vertes et renouvelable, 15'000 francs sont versés par bâtiment à la commune. Le canton subventionne les 35 % des frais nets par bâtiment lors du raccordement à ce réseau de chauffage. Pour finir, l'entreprise soutient le programme du centime climatique en versant 130 francs par tonne de CO₂ non émise, ce qui correspond à environ 830'000 francs par an.

Un engagement effréné

L'engagement d'Ayent avance à un rythme effréné, de nombreux projets éclosent tel que : l'installation de 100 m² de panneaux photovoltaïque, la réalisation de plusieurs zones de rencontres et zones 30 km/h, l'utilisation exclusivement d'énergies renouvelables pour les bâtiments et installations publique et la sensibilisation de la population sur le rendement et la consommation énergétique.

L'objectif visé pour 2020 a été nommé le « 3x20 », c'est-à-dire une augmentation du rendement énergétique de 20 %, une réduction des émissions de CO₂ de 20 %, et finalement la couverture du 20 % des besoins énergétiques par des énergies renouvelables. À l'heure actuelle, la plupart des objectifs sont déjà partiellement remplis : les émissions de CO₂ ont été réduites d'environ 45 %, et la production d'énergies issues d'une production propre s'élève à 38 % de la consommation actuelle.

L'utilisation efficiente de l'énergie à partir de ressources naturelles a un impact plus que positif sur la commune d'Ayent, et cela à plusieurs égards. Il faut entre autres souligner la création d'une plus-value et de richesses, la diversification des activités économiques et la création d'emplois. L'utilisation des « déchets » d'une entreprise, soit la revalorisation des chutes de bois de l'industrie forestière locale, représente une synergie intelligente dans l'utilisation des ressources locales. De plus, le label de « Cité de l'énergie » permet de mettre en avant la commune et produit une image positive par rapport à un engagement environnemental et par une politique énergétique et écologique dynamique. La construction de la centrale à pellets de chauffage à distance joue donc un rôle important pour la commune touristique d'Ayent.

2.8 Frutigen – Une maison tropicale écologique dans l’Oberland bernois

Grâce à la source d’eau chaude issue du tunnel du Lötschberg, une maison tropicale durable comprenant un élevage d’esturgeons a vu le jour dans l’Oberland bernois. La maison tropicale de Frutigen est un exemple dans la création d’une entreprise modèle et d’un centre de compétences. Ce projet joue un rôle important dans notre appréhension de l’utilisation de ressources naturelles énergétiques et renouvelables à disposition dans les Alpes. Il est un bon exemple d’harmonisation entre paysage, écologie et économie.



À l’occasion de la construction du tunnel du Lötschberg, une source d’eau chaude entre 18 et 22°C et d’un débit de 100 litres/seconde a été découverte. Cette eau chaude ne pouvait pas être déversée dans le cours d’eau Kander, en effet la différence de température l’aurait réchauffé, perturbant de manière significative la faune et la flore de cet écosystème. À ce moment-là la réflexion cherchait une manière de refroidir l’eau de la source.

Ce qui était un problème est devenu un atout

Peter Hufschmid, ingénieur dans la direction du projet du tunnel, a une idée brillante afin de résoudre ce problème d’eau chaude à un coût moindre. Ainsi a-t-il proposé d’exploiter cette source de chaleur afin de cultiver des plantes et des fruits tropicaux, mais aussi de créer une pisciculture. Grâce à ce projet, il était alors possible d’éviter une forte dépense pour le refroidissement de l’eau et dans le même temps d’utiliser de manière intelligente cette source d’énergie. Par la suite, l’idée a encore été développée afin de mettre en place une combinaison entre pisciculture, une maison tropicale et une offre touristique comprenant un restaurant, un magasin, un espace d’information ainsi qu’une exposition. Une étude de faisabilité a démontré que si la pisciculture fonctionnait correctement, l’entreprise serait viable et rentable. Après une analyse de la source d’eau, il s’est avéré que la composition minérale ainsi que la température de l’eau étaient idéales pour faire un élevage d’esturgeons sibériens. En 2003, la maison tropicale de Frutigen SA est fondée grâce au soutien 70 actionnaires dont les Forces Motrices Bernoises SA (FMB Energie). Durant l’automne 2005 un projet pilote est élaboré afin de connaître et comprendre comment l’élevage d’esturgeons peut être réalisé. À la suite de premiers résultats concluants, la construction de la maison tropicale démarre en 2008 et une année plus tard, elle ouvre ses portes au public.

La maison tropicale de Frutigen

40 bassins à ciel ouvert sont mis à disposition pour l’élevage d’esturgeons, soit une capacité de 60’000 poissons permettant la production de deux tonnes de caviar par an. De même, la chair de l’esturgeon peut être commercialisée, considérée en Russie comme un mets délicat. En Suisse, ce produit n’est pas encore très connu des consommateurs, cependant environ 18 tonnes par an sont vendues. La maison tropicale



Un esturgeon de la maison tropicale de Frutigen
(www.tropenhaus-frutigen.ch)

s'est aussi mise à l'élevage de poissons locaux, soit environ le tiers de la production totale de poissons, par exemple des sandres. En outre, un projet pilote de production saisonnière d'ombres communs a été mise en place. La maison tropicale est aussi la première pisciculture permettant la consommation d'ombre commun produit avec de hautes exigences écologiques. Grâce à une collaboration avec la serre de Wolhusen, Frutigen produit entre 2 et 4 tonnes de fruits par années dont des papilles, des mangues, des bananes naines, des oranges naines et des goyaves.

La maison tropicale a aussi mis en place une exposition traitant de thèmes tels que la montagne, la production alimentaire ou encore la question énergétique. Les visiteurs sont donc informés sur les questions environnementales et de durabilité. Deux restaurants et un magasin proposant la production de la maison tropicale sont là afin de compléter l'offre touristique.

Avantages pour toute la région

L'utilisation de cette source d'eau chaude est très intéressante énergétiquement et écologiquement parlant. Cette source thermale a permis de créer de nombreuses synergies, la production de chaleur ne sert pas que la maison tropicale mais chauffe aussi les bâtiments raccordés à ce réseau. De même, les déchets organiques produits par la maison tropicale sont utilisés pour la production de biogaz.

La création de richesse est générée par l'utilisation et la transformation des ressources naturelles afin de créer des produits locaux. Les spécialités exclusivement régionales sont vendues et profitent au développement de l'économie et de l'industrie locale. De même, l'élevage d'esturgeons a permis une synergie avec l'agriculture locale qui récupère des substances alimentaires de la maison tropicale, et des engrais issus de l'élevage d'esturgeon. À cela s'ajoute la création d'un bon nombre de places de travail liées à cette maison tropicale. 88 personnes travaillent actuellement au fonctionnement de l'entreprise.

Les effets positifs de ce projet sur l'environnement dépassent l'échelle régionale. En effet, la production de fruits tropicaux locaux signifie la diminution des émissions de CO₂ liées au transport de ces marchandises. D'autres parts, l'esturgeon sibérien est menacé d'extinction et il s'est avéré que quelques esturgeons sauvages vivaient à Frutigen (pression sur l'espèce). Finalement, la maison tropicale sensibilise le public à la question environnementale et au développement. Par ses activités, la maison de Frutigen offre une excursion ludique et intéressante, ouvrant la porte à de nouvelles connaissances. Elle est aussi une nouvelle attraction permettant à l'Oberland bernois d'attirer du monde et de mettre en avant son côté touristique et écologique.

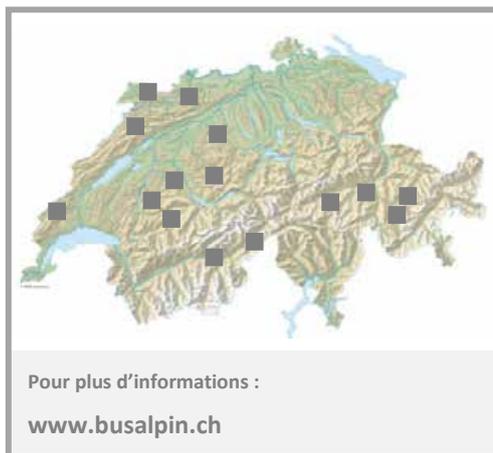


Plantes tropicales de la maison de Frutigen et vue extérieure d'un bassin d'esturgeons (www.tropenhaus-frutigen.ch)

2.9 Bus alpin – Mise en valeur des TP « le dernier kilomètre »

Avec les transports publics (TP), droit au but! Les bus alpins rendent possible l'accès aux régions touristiques reculées. Le bus alpin est un moyen de TP efficace qui ne bénéficie pas du financement du trafic régional.

En Suisse, les TP desservent une grande partie du pays. Cependant, il existe des lacunes, en particuliers dans les régions de montagne. Plusieurs destinations sont mal ou pas du tout raccordées au réseau des transports publics. Les lieux de moins de 100 habitants ne bénéficient pas d'un soutien financier pour le trafic régional. Ainsi, des destinations touristiques attractives ne peuvent pas proposer un service de transports en commun à leurs hôtes et souffrent d'engorgements provoqués par le transport individuel motorisé (TIM).



Bus alpin comble une lacune

Bus alpin poursuit un objectif d'importance nationale afin de mettre en valeur les belles régions de randonnées plus reculées et difficiles d'accès. Un organisme de contrôle au niveau national est chargé de coordonner et rassembler les différents partenaires régionaux des Alpes et du Jura suisse. Le but de cette manœuvre est d'aider ces régions qui ne peuvent pas profiter du subventionnement pour les TP. L'offre de Bus alpin se compose de lignes fixes, mais aussi de lignes pouvant être desservies sur appel. D'ailleurs, cette offre est généralement combinée avec d'autres offres touristiques. Plus de 35'000 personnes ont déjà utilisé Bus alpin. La plupart de la demande provient du tourisme de randonnée pendant l'été, mais des « skibus » sont aussi organisés en hiver. Au cours de ces dernières années, à peine 5'000 skieurs ont profité des services du Bus alpin. Grâce à l'offre de Bus alpin, un bon nombre de régions plus reculées peuvent mettre en avant leur potentiel touristique. Parallèlement à cette offre, le comportement est de plus en plus à laisser sa voiture au garage et prendre le bus, ce qui a permis la création de richesses supplémentaires d'environ 2 millions de Frs. Aujourd'hui, Bus alpin essaie de desservir des destinations reculées, ce qui permet aux citoyens de conserver la même mobilité tout en utilisant les TP.

La naissance de Bus alpin

Bus alpin a été créé en 2006 à la suite d'un projet pilote de deux ans initié par le Groupement suisse pour les régions de montagne (SAB), le Club Alpin Suisse (CAS) et l'Association transport et environnement (ATE). Le projet a été testé dans quatre régions et les infrastructures mises en place alors existent encore aujourd'hui. L'engagement s'est poursuivi car cette offre répond à une demande suffisante. C'est en 2008 que le groupement d'intérêt Bus alpin s'est transformé en association. Aujourd'hui, Bus Alpin a donné naissance à un réseau de TP desservant au total 14 régions.

À côté des régions pilotes (le parc naturel du Binntal, du Gantrisch, la région Greina/Blenio et la région Moosalp), ces dernières années plusieurs autres régions ont grossi les rangs de ce réseau de transport : le parc régional du Chasseral, la région d'Habkern-Lombachal, la région d'Alp Flix, la région de Bergün-Albulapass, le parc naturel de Beverin, la région de Huttwil, le Par Jura vaudois, le parc naturel de Thal, le Val-de-Charmey et Lenk.



Le skibus de Bus alpin au départ des pistes de Savagnières (g.) et le bus de randonnée au Chasseral (d.) (TransN, Bus alpin)

Organisation

Le succès de Bus alpin se fonde, entre autres, sur une collaboration efficace et un soutien au niveau national mais aussi régional, des porteurs de projets locaux et des associations. Le soutien au niveau national se compose des initiateurs du projet et de CarPostal Suisse SA détenant le savoir-faire nécessaire et ayant la responsabilité de l'élaboration, de la commercialisation, du financement et de la mise en place de l'offre en TP pour le projet. L'association est présidée par le SAB qui conseille et accompagne les régions. Les tâches du SAB sont de développer le concept de TP pour les régions, mais aussi d'apporter son soutien dans le partenariat avec des acteurs locaux, le financement et la commercialisation de l'entreprise de bus. D'ailleurs, ce sont les partenaires locaux qui sont responsables de l'entreprise et donc de l'offre en TP. Les personnes chargées d'exploiter l'entreprise sont soutenues par CarPostal Suisse SA, des entreprises de bus locales ou encore des chauffeurs de taxi.

Financement

La vente de billets pour les entreprises de bus dans ces régions ne couvre que 30 à 90 % des coûts (chauffeurs, publicité, etc.). Ainsi les déficits sont comblés par les porteurs régionaux, dans quelques cas plus isolés par les cantons voir la Confédération et de nombreux sponsors locaux. Le budget annuel pour les frais administratifs s'élève quant à lui à 40'000 Frs par an, financés par les cotisations des membres de l'association.

2.10 Safiental – Skier grâce à du solaire

Dans le val de Safien, le travail entre l'association Pro Safiental et une collaboration supra-communale a abouti à l'élaboration d'un processus de développement durable concrétisé par la définition d'objectifs et d'un projet innovant. C'est donc à Tenna que le tout premier téléski solaire au monde a vu le jour.

L'association Pro Safiental s'engage ouvertement dans une volonté de développement durable coordonné pour tout Safiental. L'association initie et soutient toutes sortes de projets allant dans le sens de la protection de la nature, mais aussi d'un développement socioéconomique plus efficient. Elle encourage la collaboration entre les communes, les organisations et la population locale. L'association organisée de manière « démocratique » compte pour membres tous les habitants du Safiental qui peuvent sans autres faire part de leurs souhaits et participer à l'assemblée générale. Le bureau coordonne la coopération entre les différents acteurs et les processus en cours, partage son réseau de contacts et est à disposition en tant que lieu d'information. Pro Safiental soutient et réalise des projets tels que la structure de l'organisation faîtière de Safiental Tourisme, la réalisation du concept de la place touristique durable, un guide touristique et culturel (projet Interreg III B), un point d'informations, le réseau de chaleur résiduel de Safien, ou encore des chemins touristiques à travers la vallée de Safien.



Téléski solaire et fusion de communes

Un projet exemplaire soutenu par Pro Safiental est la collaboration avec la société de téléski Tenna afin de réaliser le premier téléski solaire au monde. Ce ski lift porte 82 panneaux solaires qui produisent 100'000 kWh par an, soit une production journalière 5 fois plus élevée que les besoins de l'installation.



Le téléski solaire de Tenna comprend 82 panneaux solaires pour une production de 90'000 kWh (www.skilift-tenna.ch)

Le surplus de production de 90'000 kWh est récupéré et intégré dans le réseau électrique local. Grâce à ses panneaux qui s'orientent en fonction du soleil et qui peuvent se débarrasser tout seul de la neige, la production d'énergie solaire est optimale.

Ce téléski solaire est avant tout un excellent support publicitaire qui a permis à la région, et plus particulièrement à la vallée, de se faire connaître.

Le coût de ce téléski a tout de même été de 1,3 million Frs, financé aux deux tiers par la société de ski lift Tenna et par la générosité de la commune

de Tenna. Le tiers restant a été couvert par des prêts et contributions personnelles ou par le biais de sponsors. Aujourd'hui, le ski lift solaire s'autofinance, notamment par la vente de la production d'énergie excédentaire. Dans le Safiental, ce projet a impulsé une dynamique générale. En 2013 toutes les communes de la vallée ont fusionné afin d'optimiser la collaboration et le développement de l'ensemble de la région.

2.11 Haut-Valais – Solidarité grâce au réseau de la fibre optique

De l'agglomération urbaine jusqu'aux hauts lieux touristiques en passant par la périphérie, quels que soient les coûts de raccordement, il est prévu que 70 communes du Haut-Valais disposent d'une « autoroute de l'information ». Le projet repose sur une coopération entre les pouvoirs publics et Swisscom. À cet effet, les communes du Haut-Valais ont créé, en automne 2012, la société DANET Oberwallis AG. Cette société s'occupe de la planification, la construction et l'entretien du réseau de fibre optique.

En 2009, l'Antenne Région Haut-Valais s'est donné pour mission de trouver une solution afin de bénéficier d'un réseau de fibre optique (Fibre to the Home, FTTH). Les principaux acteurs de la région se sont engagés à desservir tout le monde et apporter un soutien financier aux communes, indépendamment de leur situation géographique.

Le projet s'est poursuivi en 2012 avec la création de la société DANET Oberwallis AG par 70 communes de la région. Le conseil d'administration est composé de 9 représentants pour la région, les communes et les entreprises régionales d'alimentation en énergie (Energieversorgungsunternehmen, EVU). DANET se charge de la coordination du projet dans l'idée d'élargir le réseau de fibre optique détenu par les communes et Swisscom. L'EVU entreprend la construction du réseau par la planification et la construction dans son domaine, tout en mettant à disposition le matériel utile aux travaux de DANET. Swisscom et DANET se répartissent les droits d'usage du nouveau réseau afin que les deux partenaires puissent en bénéficier sur le long terme. En tant que fournisseur de service, Swisscom et DANET offrent leurs prestations en termes de réseau haut-valaisan de fibre optique à Valaiscom AG et BAR Informatik AG.

Pas de frais supplémentaires pour les propriétaires

Indépendamment de sa situation géographique, chaque commune a investi 400 francs par habitant pour la construction du réseau de fibre optique. Les 50 premiers francs sont perçus au titre de contribution au capital-actions de DANET AG. Les 350 francs restant ne sont acquittés qu'une fois le bâtiment raccordé au réseau. Les investissements nécessaires à la réalisation du réseau de fibre optique s'élèvent à 200 millions Frs. En tant que partenaires, Swisscom et DANET se sont répartis les frais. Les communes ont contribué à hauteur de 40 % de l'investissement total et Swisscom s'est chargé des 60 % restant. Les propriétaires n'ont aucuns frais supplémentaires concernant la mise en place de ce réseau, notamment dans le cas où les tubes existent déjà pour l'installation de la fibre. Les propriétaires sont tout de même responsables de financer les travaux inhérents à l'installation de la fibre optique dans leur maison.

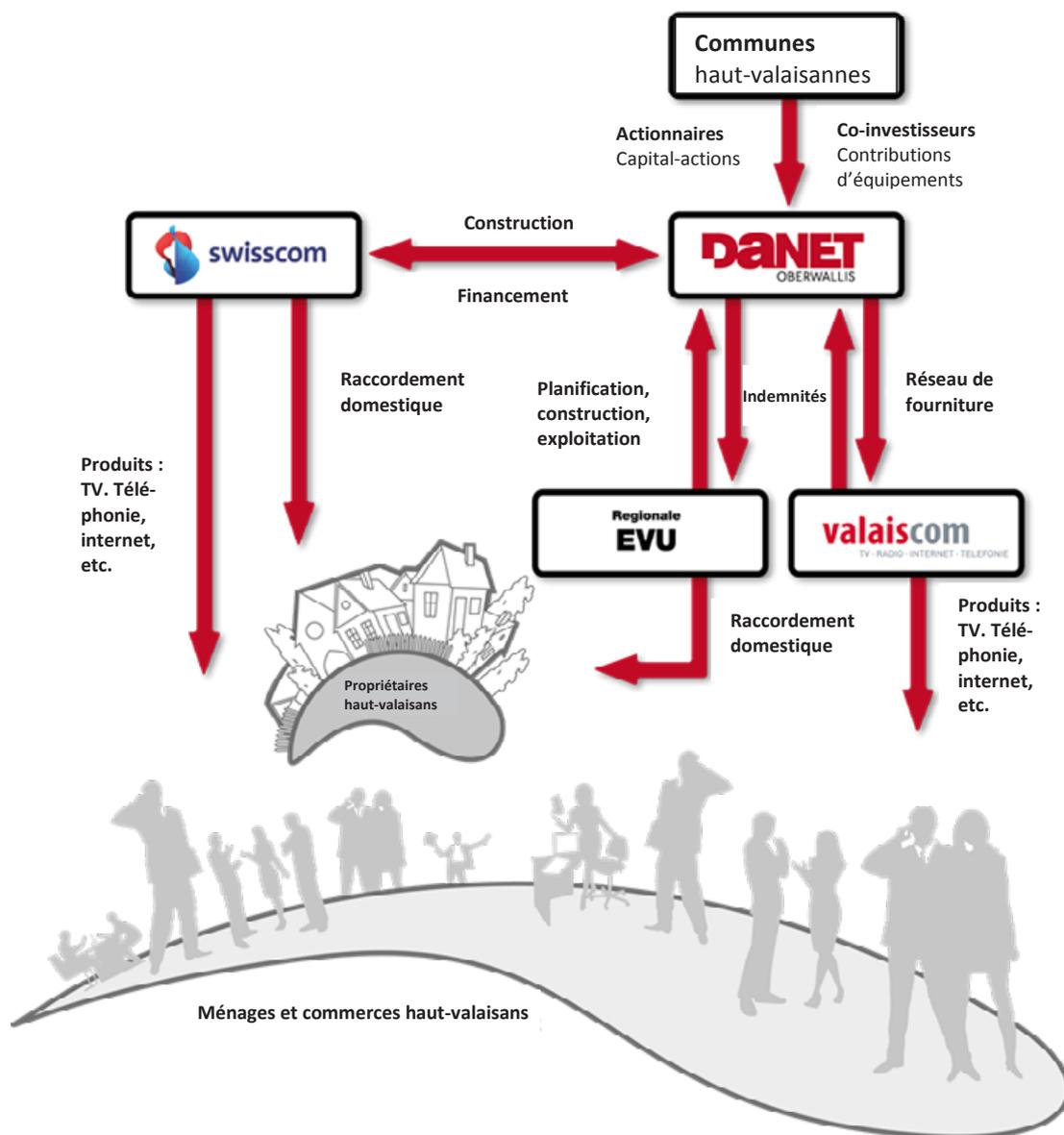
Le quart du projet concrétisé

Tandis que les travaux de réalisation du projet ont commencé en 2012, les communes d'Eischoll, et certains quartiers de Viège/Eyholz, Brigue-Glis et Gampel bénéficiaient déjà de la fibre optique depuis 2 ans. Depuis le réseau n'a fait que s'étendre, couvrant au début 2017 le quart des 50'000 habitations et magasins (sans compter les résidences secondaires). Avec un investissement de 40 millions Frs, 17'000 FTTH supplémentaires sont prévus d'ici la fin 2018. Sur cette lancée, 8 communes vont rejoindre le



mouvement et, la deuxième phase du programme, de 2018 à 2020, prévoit la construction de 10'400 unités supplémentaires. Les partenaires DANET et Swisscom auront tout de même investi 23 millions Frs dans la construction de l'infrastructure et du réseau de fibre optique.

Le modèle présenté par le Haut-Valais est principalement basé sur des aspects de solidarité et de coopération. Grâce à cette solution coopérative, le projet a pu être consolidé par l'aide financière de Swisscom qui a permis des économies substantielles pour DANET AG dans la planification et la réalisation du réseau de fibre optique. Toutes les communes ne bénéficient cependant pas de ce service de manière équitable. En effet les communes de montagne sont mieux desservies que les communes de plaine. Mais cette situation est acceptable dans le sens où elle profite à long terme et pour toutes les communes haut-valaisannes en fin de compte.



Distribution des rôles entre les différents partenaires importants du projet (www.danet-oberwallis.ch)

2.12 Alpnach – Micro Center Central-Switzerland (MCCS)

En Suisse centrale, un centre de management technologique supervise un réseau de transmission des connaissances (Know-how) dans le domaine des microsystèmes. Les entreprises concernées ainsi que les différents établissements de formations collaborent étroitement ensemble. Le centre de management soutient les entreprises dans ce domaine, tout comme les spin-offs et les start-up.

Dans un contexte de compétition, les entreprises ont besoin de collaborer de manière étroite avec les universités, les hautes écoles ainsi qu'avec les institutions de recherches et développement. Il est important de préciser qu'il manquait une représentation dans le domaine technique des microsystèmes en Suisse centrale. Le MCCS a donc été créé en 2000 afin de combler cette lacune. En collaboration avec le partenaire de recherche Centre Suisse d'Électronique et de Microtechnique SA (CESEM), c'est à Alpnach dans le canton d'Obwald qu'un centre de compétences sur les microsystèmes est né. Ce centre régional, spécialisé dans la micro-robotique, devrait permettre aux entreprises concernées d'accéder à des technologies de pointe, mais aussi aux développements et innovations du centre lui-même.



Travail collaboratif en recherche & développement

L'origine de ce projet est une initiative privée, soit douze entreprises de technologie de la Suisse centrale. Ces compagnies ont décidé de s'organiser et collaborer en recherche et développement afin d'être plus compétitives sur le marché. Le développement du projet, estimé à un million Frs, a été soutenu par RegioPlus, ce qui a permis au centre régional d'évoluer en SA. La recherche, financée par des donations des cantons de la Suisse centrale, coûte environ 3,5 millions Frs par an. Par exemple, le canton d'Obwald, siège du MCCS, fournit le tiers de cette somme. En ce qui concerne le développement, cette activité est financée par les commandes industrielles.

Le but de ce projet était de créer, en Suisse centrale, un centre de compétences pour la technique des microsystèmes, et plus particulièrement dans une application en recherche et développement. Ce projet met en réseau les entreprises localisées en Suisse et les lieux de formations, afin qu'il y ait une meilleure circulation du savoir-faire dans ce domaine. Pour cette région, ce projet représente une diversification dans la structure économique de la région, basée essentiellement sur l'agriculture et le tourisme. Ainsi, ce cluster en micro-technologie est considéré par ses membres comme l'opportunité de mettre en place une collaboration bénéfique pour la recherche, permettant ainsi d'asseoir les bases d'une économie tournée vers l'innovation.

Des nouvelles places de travail

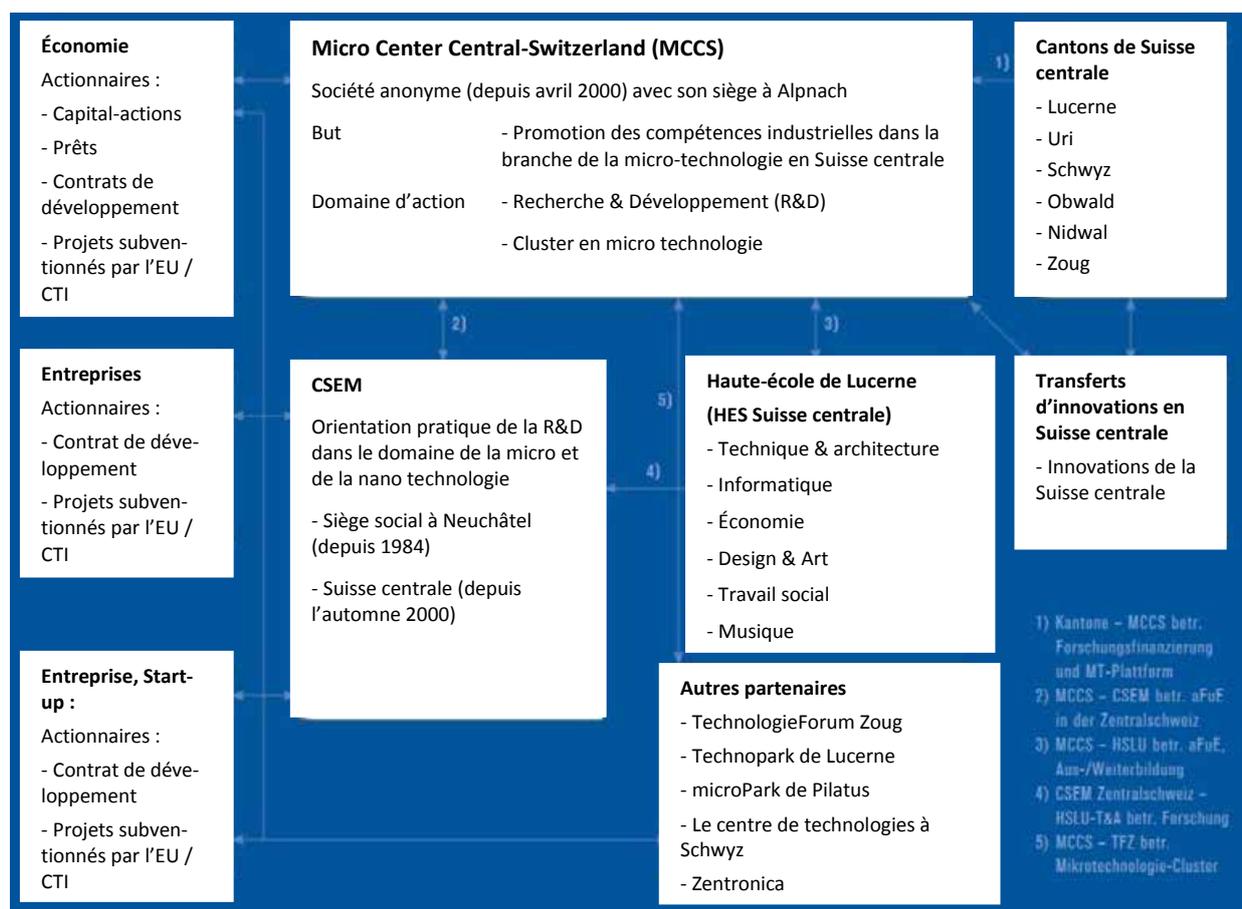
En 2016, 17 entreprises de Suisse centrale faisaient déjà partie du MCCS SA. Deux actionnaires à l'origine du projet se sont retirés (faillite/vente), cependant 7 actionnaires sont venus renforcer les rangs du MCCS. Les actionnaires de la MCCS constituent le noyau dur du projet, notamment par le réseau qu'ils ont constitué, d'ailleurs plus de 50 entreprises se sont associées. À l'heure actuelle, le centre de compétence en recherche et développement occupe plus de 40 physiciens qualifiés, ingénieurs et techniciens. Depuis sa réalisation, le MCCS a généré de nombreux emplois, notamment grâce à la créa-

tion d'entreprises techniques en microsysteme, de spin-offs ou de start-up. Toute la région profite de l'attrait que procure ce centre de recherche et développement, amenant de jeunes personnes dynamiques travaillant dans la recherche ou la formation spécialisée. De même, le développement des entreprises concernées favorise d'autres investissements au profit de la région même.

Des nouvelles offres de formation continue pour la région

Grâce au travail collaboratif avec la haute école de Lucerne, des programmes de formation continue ont été mis en place. Ainsi, la haute école propose différents séminaires, une formation post-grade (de la technique médicale) et une formation continue sur le thème de la technique en microsystemes. Aujourd'hui, la Suisse centrale offre une formation particulièrement poussée dans le domaine technique de ces microsystemes.

Pour la Suisse centrale, le MCCS a considérablement contribué à exporter une image forte au niveau international dans le domaine technique des microsystemes. Ce centre de management technologique a su mettre en place un réseau efficace permettant l'échange des informations et du savoir-faire, que ce soit entre entreprises ou entre les entreprises et les centres de formations, ou encore avec la branche « recherche et développement ». Ce projet est l'exemple même d'une collaboration publique-privée permettant le développement d'un projet impactant positivement toute une région.



Partenaires du réseau dans le domaine de la micro-technologie en Suisse centrale (www.mccs.ch)

2.13 Basse-Engadine – Vacances pour le bien-être dans le parc national

Dans le cadre du projet de Parc national issu de la NPR – l’offre du « tourisme de la santé » s’est développée dans une région des Grisons, créant de ce fait une nouvelle façon de concevoir ses vacances sur le thème d’activités innovantes liées au bien-être. Ainsi dans la Basse-Engadine, le concept qui a séduit est la création d’une nouvelle forme de tourisme sur un marché déjà saturé. Ce projet a notamment développé une infrastructure de très haute qualité en matière de santé pour la région.

Tout comme de nombreuses communes de montagne, la Basse-Engadine souffre d’une baisse du nombre d’emplois, d’un retrait des services publics et d’une baisse des nuitées au niveau touristiques. Parallèlement au projet de Parc national suisse pour la région, élaboré en 2011, un second a été mis sur pied afin de promouvoir une nouvelle offre touristique innovante liée au bien-être. La nouvelle branche du « tourisme de santé » était toute désignée afin de développer de nouvelles richesses régionales en Basse-Engadine. Ce projet a généré une offre dans le domaine de la santé, dont les touristes, mais aussi la population locale peut en bénéficier.

Le développement du projet s’est fait sur la base d’un groupe réunissant différents acteurs importants dans les domaines de la santé et du tourisme. Les porteurs principaux du projet étaient le Centre de la santé de la Basse-Engadine et Tourismus Engadin Scuol Samnaun Val Müstair AG (TESSVM). Grâce à un partenariat avec l’université de Saint-Gall, le projet a reçu un soutien conséquent, c’est-à-dire une aide organisationnelle et un suivi scientifique de la démarche. Le projet avait été estimé à 1,4 million Frs, cependant dans le cadre de la NPR le projet a été financé sur cinq ans à hauteur de 690'000 Frs.

Croissance grâce à une stratégie de différenciation

Depuis plus de 100 ans, la relation existant entre santé et tourisme a influencé le développement de la région. La Basse-Engadine est connue pour ses sources thermales en tant que lieu de cure et le Bogn Engiadina n’a fait que développer cette vieille tradition. Chapeauté par le « Center da sandà Engiadina Bassa » (Le centre de la santé de la Basse-Engadine), le projet avait besoin de ces compétences afin de constituer une offre touristique mêlant santé, soins et Wellness. L’hôpital régional de la Basse-Engadine, les services Spitex, le Bogn Engiadina Scuol et d’autres groupements impliqués dans le domaine de la santé ont collaboré afin de réaliser ce projet parfaitement coordonné.

Travail collaboratif interdisciplinaire

Des groupes interdisciplinaires ont développé une réflexion efficace sur les possibilités d’offres innovantes de produits. Par exemple, une équipe composée d’un médecin, d’une diététicienne, d’un cuisinier en diététique et d’une experte en tourisme a imaginé des offres pour des hôtes présentant des intolérances au gluten ou au lactose. Afin de rendre possible le concept « faire des vacances sans gluten et sans lactose », 8 hôtels, 9 appartements de vacances, 6 restaurants et 5 entreprises de la région ont collaboré.



Pour plus d’informations:

www.cseb.ch

www.engadin.com/wellness-gesundheit/gesundheitsferien-in-der-nationalparkregion/?S=2&R=1



Récupération sans gluten et sans lactose

Vous voulez profiter de la tranquillité d'esprit et au maximum de vos vacances en dépit d'une intolérance au gluten ou l'intolérance au lactose? Comme la première région en Suisse, un réseau de restaurants, hôtels, chambres d'hôtes, des appartements et des bâtiments commerciaux permet une saison de vacances totalement sans soucis.

> plus

Un repos sans gluten ni lactose en Basse-Engadine (www.engadin.com)

Ce type d'offre particulière se base notamment sur un réseau régional coordonné et organisé, soit une première en Suisse. D'autres offres touristiques ont été dirigées et concrétisées par le TESSVM :

- **Offre forfaitaire pour les régions sanitaires** – Offre de randonnée sur la Via Engiadina avec des prestations Wellness et programme de cure liées au bien-être.
- **Vacances de santé pour les personnes et les animaux** – Offre de vacances avec son animal domestique, pouvant bénéficier de soins vétérinaires.
- **Soins** – Offre pour les hôtes dépendants des soins prodigués par le Spitex. Une prise en charge est effectuée : aide au choix de l'hôtel, du programme quotidien de soins et d'accompagnement et prise en charge administrative de la taxe cantonale de séjour. L'offre du Spitex est aussi une aide pour les EMS, les soins peuvent être demandés de manière individuelle ou sous forme de programme.
- **Clinica Curative** – Offre de réhabilitation pour les personnes souffrant d'un cancer.
- **Série de séminaires et excursions** sur le thème de la santé (par exemple, les plantes médicinales).
- **Ateliers et activités éducatives** – Organisation de séminaires sur la médecine, en groupe ou de manière individuelle. Un bureau récemment créé coordonne les offres et organise régulièrement de plus petits « congrès médicaux ».

En parallèle du projet de la NPR, la Clinica Holistica Engiadina a investi des fonds privés dans la recherche afin de réaliser une clinique spécialisée dans le traitement des maux causés par le stress. Cette clinique du « burn-out » s'intègre très bien en tant que complément de l'offre touristique régionale. Grâce à la mise en place d'une offre coordonnée et harmonisée autour des thèmes tourisme et santé, la région du Parc National et son projet sont devenus des pionniers. D'ailleurs ce concept innovant attire aujourd'hui de nombreux touristes curieux de découvrir la Basse-Engadine et ses activités. Le chiffre d'affaires a d'ailleurs substantivement augmenté, s'élevant à environ 400'000 Frs de 2014 à 2015. Cette nouvelle forme de collaboration interdisciplinaire profite aux hôtes, mais aussi aux autochtones. La région possède aujourd'hui une offre moderne, très complète et de bonne qualité dans le domaine de la santé. La demande reste relativement élevée, en particulier pour l'hôpital de la Basse-Engadine, c'est aussi cela qui assure la durabilité et la rentabilité des établissements. Un des facteurs de succès a été l'intégration et l'implication de tous les propriétaires d'établissements de santé et hôteliers (logements). D'autre part, la région a su créer et tirer parti d'une offre innovante, le Parc national et la situation actuelle du marché ont fourni une image de marque pour la région.

2.14 Val Lumnezia – Développement régional par Pro Val Lumnezia

Au milieu des années huitante, Val Lumnezia était une région en crise économique se vidant de sa population. Les acteurs de Val Lumnezia ont tout de suite réagi en fondant l'association Pro Val Lumnezia et en nommant un coordinateur régional. C'est dans ce cadre que plus de cinquante projets ont été réalisés pour un volume d'investissements de plus de 9 millions de francs. Aujourd'hui, la vallée est considérée comme un modèle en termes de développement régional réussi.

Le Val Lumnezia, vallée latérale du Rhin, est constitué de petits villages situés entre 900 et 1450 mètres d'altitude.

La vallée est culturellement romanche mais avec une influence germanophone (Vals). Tandis que Lugnez est une vallée agricole à l'écart des lieux touristiques connus, d'autres vallées ont des sources thermales exploitées pour le tourisme. En 2013, les différentes communes de la région ont fusionné avec la commune Val Lumnezia.

Dans les années septante, le Val Lugnez s'était lancé dans un développement touristique, la commune avait débloqué de nombreuses zones à bâtir et un investisseur était prêt à réaliser des lotissements de vacances. Cependant, ce projet ne s'est jamais concrétisé et les communes se sont retrouvées endettées. Dans ce contexte, les entreprises locales de constructions et de services avaient de la peine à tourner, obligées d'aller chercher du travail à l'extérieur de la vallée ou de licencier des employés. Cette crise a accentué l'exode rural et créé un « vieillissement » de la population.

Utilisation des potentiels disponibles

Les entreprises locales ont organisé de nombreuses séances afin de discuter du développement économique et démographique de la vallée. Dans les années huitante, le Groupement suisse pour les régions de montagne (SAB) est chargé de réaliser un concept de développement touristique pour la vallée. L'étude a conclu qu'il valait mieux utiliser le potentiel de la région plutôt que de miser sur des investissements dans l'immobilier, c'est-à-dire concrètement promouvoir les activités de randonnées. L'objectif était donc de mettre en place un centre de coordination pour le développement de la vallée afin de la rendre attractive pour les familles, notamment par la mise en valeur des nombreux monuments culturels (chapelles), ainsi que de l'agriculture et de la sylviculture.

Pro Val Lumnezia

Les organisations locales et les communes ont discuté de ces propositions et les ont intégrées, non sans consensus, dans un modèle de développement économique et touristique pour la région. Pro Val Lumnezia a donc été désigné comme centre de coordination et organe responsable de l'organisation de Lugnez. Pro Val Lumnezia était constituée de conseillers communaux, d'experts extérieurs comme des élus nationaux de la région. C'est en 1989 qu'un administrateur a été nommé afin de s'engager activement jusqu'à aujourd'hui pour la vallée.

La mission de Pro Val Lumnezia est de faire des propositions de développement, principalement sur le tourisme, afin de soutenir les différents projets de la vallée. Pro Val Lumnezia offre différents services, tels que consultations, mise en lien entre les services publics, intégration d'experts et des médias aux projets et soutiens financier. Il est donc essentiel d'identifier toutes les sources potentielles de finan-



cement, que ce soient les autorités publiques, ou encore les contacts avec différents sponsors telles que les associations ou les entreprises concernées.

Afin de poursuivre le développement touristique de la région, l'agriculture et la sylviculture sont intégrées à la démarche dans le but d'entretenir l'environnement et les paysages, touristiquement importants. De même, une attention toute particulière est portée aux transports publics, les hôtes doivent pouvoir se déplacer autant que possible en train ou en bus.

Depuis 1989, 50 projets, allant de 5'000 à 1,2 million Frs pour un investissement total de 9 millions Frs, ont été réalisés dans la vallée par l'action de Pro Val Lumnezia. Voici quelques exemples de ces projets :

- Deux alpages pour chèvres avec écurie, fromagerie et logement pour le personnel : mise en valeur de l'intérêt pour les chèvres et des productions locales de haute qualité. Ces alpages s'intègrent très bien dans le paysage et constituent une attraction touristique intéressante.
- Amélioration des alpages pour les vaches passant par un approvisionnement adéquat en eau et une fromagerie de qualité. Cela contribue notamment à une amélioration significative de la qualité des produits comme le fromage.
- Construction d'une boucherie artisanale à Vrin pour les éleveurs de la région. Ce projet améliore de manière significative la qualité de la production de viande, tout en permettant aux agriculteurs une vente directe aux hôtes, mais aussi approvisionner les restaurants de la vallée. Ce projet contribue à la pérennité de l'économie locale.
- Construction d'une fromagerie à Lumbrein qui améliore l'image du fromage de montagne des Grisons.
- Réalisation d'un biotope humide avec un lac propice à la baignade alimenté naturellement. Le projet a coûté environ 1 million de francs. Le lac est très apprécié par les touristes et la population locale en été. D'ailleurs, une entreprise locale complète l'offre avec une petite buvette.
- Développement d'un chauffage à distance permettant, pour les villages, de valoriser la ressource en bois de la région et moins dépendre des chauffages au mazout.
- Amélioration des chemins de randonnées ainsi que de la signalisation des différentes passerelles et petits ponts de la région.
- Réorganisation de la circulation et des transports avec la création d'un centre d'informations pour toute la vallée.
- En marge de tous ces projets d'importance, de nombreux projets plus petits ont vu le jour tels que le musée de la vallée, la maison des jeux, le développement de l'énergie solaire, etc.



Lac pour la baignade avec une nouvelle buvette (g.) et un pont en bois à « Senda Val Lumnezia » (d.) (Lugnez, Alig Simon)

Le courage des acteurs locaux

Le cercle vicieux d'une diminution de l'emploi, couplé à un exode, ne peut être rompu que par la volonté des acteurs locaux de s'organiser et d'accepter de l'aide extérieure. Les entrepreneurs sont essentiels : ils créent un réseau commercial permettant d'assurer la viabilité des entreprises. La patience et le courage sont des éléments centraux dans l'entreprise de nouveaux projets.

Une légitimation

La fondation de Pro Val Lumnezia a été dès le départ légitimée par ses membres, c'est-à-dire toutes les communes de la vallée disposées à financer la création d'un tel bureau. L'institutionnalisation de cette vision commune a été une étape importante pour le développement de la région. De nombreuses personnalités et organisations se sont engagées avec Pro Val Lumnezia : l'architecte Gion Caminada, l'ancien président du SAB et Conseiller des Etats Theo Maissen, Pro Natura et WWF. L'acceptation de Pro Val Lumnezia par la population n'a pas été chose facile, d'ailleurs la position de Pro Natura et du WWF dans cette association était contestable. Heureusement, le projet simple et clair du SAB a été accepté par la population et a fait taire les critiques par son succès.

Un réseau national et international

Le SAB a mis en place une stratégie de communication efficace, ce qui a posé une base solide pour convaincre la population de la vallée à soutenir le concept de développement proposé. De même, l'activation d'un réseau national et international a abouti en 1996 à un soutien des buts et objectifs du projet de la part de l'association « Alliance dans les Alpes ». Depuis Pro Val Lumnezia est membre de cette organisation aidant les communes du secteur des Alpes à se développer.

La méthode de travail de Pro Val Lumnezia

Pro Val Lumnezia organise des groupes de travail qui développent leurs idées. Elle ne produit donc pas elle-même les projets qu'elle soutient. Dans la phase de développement des projets, une certaine flexibilité et une structure déterminée favorise l'innovation. Le travail avec des volontaires exige une structure permettant une approche ludique. À la suite de cette étape, les projets sont discutés par le comité de Pro Val Lumnezia et légitimés. Ce système de travail permet une production relativement conséquente et transparente de projets de développement.

Financement

De 1989 à 1991 Pro Natura a financé le développement de la vallée à hauteur de 100'000 Frs, de même la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage, l'Aide Suisse aux Montagnards et le fond de la loterie de Zürich ont toujours participé de manière substantielle dans le financement des projets de cette vallée. Ce n'est seulement qu'après des débuts prometteurs que les communes se sont investies dans l'association. Aujourd'hui, l'association se finance grâce à son aide à la réalisation des différents projets.

2.15 Toggenburg – l'association de la région de Toggenburg, moteur local

L'association « Region Toggenburg » est désormais l'interlocuteur dans la défense des intérêts de la population locale, cette association met en contact les différents acteurs et se charge de la coordination des informations au niveau régional. Elle soutient les projets tout en garantissant une collaboration entre les différents secteurs concernés. De nombreux projets ont pu être réalisés ces dix dernières années, notamment la mise sur pied de l'association de promotion «energietal toggenburg », un centre de compétence pour l'énergie durable. D'ailleurs, 6 communes de la région du Toggenburg ont obtenu le label de « Cité de l'énergie ».



La crise du textile survenant après la Première Guerre mondiale a porté un coup dur à la région du Toggenburg. Suite à cela la désindustrialisation des années nonante a complètement chamboulé l'économie locale. L'essor du tourisme dans les années soixante n'a pu qu'adoucir les problèmes économiques de la région, pour cause les destinations les plus connues ne se trouvent pas directement dans la région et, une mauvaise accessibilité ainsi qu'une faible diversification économique n'ont pas joué en faveur du Toggenburg.

Management régional par l'association « Region de Toggenburg »

Avec le concours d'un projet de Regio Plus, c'est en 2007 qu'est née l'association « Region Toggenburg ». L'association s'organise comme une plateforme permettant de transmettre et coordonner les informations tout en mettant les différents acteurs en contact. L'association organise la recherche de sources de financements et soutient les initiatives et projets qui renforcent l'économie locale, promeut la culture et le statut de protection environnemental de la région. L'association se comporte plus comme une aide au développement des projets que comme un porteur de projet à proprement parler. La région n'ayant pas les moyens financiers de soutenir les différentes réalisations, l'association fournit l'aide nécessaire au lancement d'initiatives jusqu'à ce qu'elles puissent fonctionner de manière autonome. Le procédé utilisé amène à un meilleur ancrage du projet pour les acteurs locaux et répond de manière adéquate aux exigences du marché.

L'association se compose d'un bureau, d'un comité de direction qui décide des directions stratégiques à prendre, d'un groupe de délégués, ainsi que de nombreux groupes de travail. Les groupes de travail évaluent, discutent et améliorent les projets par l'intermédiaire d'experts locaux. Le directeur s'occupe de tous les projets, garantissant ainsi une collaboration entre secteurs pour tous les groupes de travail. La région de Toggenburg est encore relativement fragile, étant dépendante de la bonne volonté et de l'engagement de ses citoyens. Une condition sine qua non de réussite d'un projet est la collaboration entre les volontaires et le groupe de management régional, notamment afin de créer un ancrage fort du projet.

La région comporte 15 communes, soit environs 45'000 habitants, ce sont principalement eux qui financent l'association par le biais de leur cotisation en tant que membre. Un fond régional, 5'000 à 10'000 Frs, a notamment été créé dans le but d'offrir une impulsion aux initiatives dans leur phase de démar-

rage. Grâce à ce système, les premières analyses et études de faisabilité peuvent être engagées rapidement et servir d'aide à la décision dans le choix de poursuivre ou non le projet.

Projet de Territoire Toggenburg

Depuis l'introduction de la LIM (Loi sur l'aide aux investissements dans les régions de montagne) de 1974, chaque région a élaboré un concept régional de développement. La NPR (Nouvelle politique régionale) remplace depuis 2008 ce concept qui s'était affaibli au fil des ans. Cependant pour le Toggenburg un instrument de coordination manquait. Ainsi, la région s'est dotée en 2012 d'un concept de territoire afin d'appuyer son développement et combler le vide qu'il existe entre le plan directeur cantonal et les plans communaux. Quatre stratégies de développement ont été identifiées selon les thèmes suivants : aménagement du territoire/habitat en milieu rural, tourisme, transfert de technologies/promotion des PME et agriculture/sylviculture. Cela a permis de définir la portée des projets, par exemple en fixant les zones constructibles au niveau régional. Le concept de territoire n'est pas obligatoire, cependant il permet de définir les priorités tout en rassurant les investisseurs. D'ailleurs le concept de territoire cantonal va intégrer le concept de territoire Toggenburg, ces derniers allant dans le même sens. Ils vont être utilisés afin de réviser le plan directeur cantonal de 2013.

Toggenburg 2008

Le Département fédéral de l'économie de la formation et de la recherche (DEFR) a permis la réalisation du projet « Toggenburg 2008 » par la décision d'accompagner le développement économique de la région pendant une année. En collaboration avec le canton et la région, la NPR devrait soulager la tâche de ces deniers, notamment grâce à la mise en place d'instruments fédéraux permettant la création de valeur, le développement de l'espace rural, et de mieux harmoniser les mesures de promotion du canton et des communes. L'initiative « Toggenburg 2008 » est intervenue dans un contexte particulièrement propice. Les études, menées grâce à ce partenariat canton – Confédération, ont constitué une base solide afin d'influencer positivement le développement de la région. La stratégie en matière de logements, un guide pratique à l'intention des PME ou encore le programme d'impulsion pour l'hébergement du Toggenburg, sont des mesures qui expliquent les bénéfices engendrés par les bonnes décisions prises dans le cadre de ce projet. « Toggenburg 2008 » a été l'élément déclencheur de plusieurs projets tels que le programme d'impulsion pour l'hôtellerie, ou la collaboration entre l'Ecole suisse de textile et la Commission pour la technologie et l'innovation (CTI).



Centrale de cogénération pour la production de chaleur et d'électricité à Nesslau (Energietal Toggenburg, Thomas Rickenmann)

Cette collaboration avec le DEFR a démontré que différents secteurs comme la planification territoriale et le tourisme, par exemple, regroupent des problématiques interconnectées. Les intervenants du projet ont reconnu que les problèmes des différents domaines politiques sont apparemment distincts, mais cependant intimement liés.

Energietal toggenburg

Un autre projet initié dans la région du Toggenburg est l'association de promotion «energietal toggenburg». Après la phase d'élaboration, ce sont des privés qui ont poursuivi l'initiative. La vision du projet est de mettre en place, d'ici 2034, un bilan énergétique neutre par une production autosuffisante de différentes énergies « propres ». Cependant la démarche se projette encore à plus long terme, c'est-à-dire réduire de moitié la consommation d'énergie d'ici à 2054 afin de réaliser la société à 2'000 Watts. L'association est devenue un centre de compétence local en matière d'énergie, informant et sensibilisant sur le thème de la durabilité, mais aussi en conseillant et en initiant des projets. Jusqu'à aujourd'hui l'association gère, en collaboration avec les communes, des centrales électriques, des producteurs d'énergie et des investisseurs privés, pu réaliser des projets proposant des solutions efficaces en matière énergétique. Déjà 6 communes sur douze ont obtenu le label « Cité de l'énergie ».



Des panneaux solaires sur le toit d'une entreprise à Wattwil (Energietal Toggenburg, Thomas Rickenmann)

2.16 Conférence régionale de l’Oberland-Ost, coordinateur régional

La conférence régionale de l’Oberland-Ost réunit 28 communes de l’arrondissement Interlaken-Oberhasli. Cette conférence est un instrument cantonal de pilotage et de coordination du développement régional dont la mission est d’attribuer les tâches supra communales aux différentes autorités publiques, plus particulièrement dans les secteurs de la planification territoriale, du développement régional et de la mobilité. Cette conférence est un élément essentiel dans la coordination communale, cantonale et fédérale.



Actuellement, le territoire fonctionnel ne correspond plus au territoire administratif, les problématiques territoriales doivent être appréhendées à un niveau régional pour être appréhendées de manière efficace. Fondée en 2008, la Conférence régionale de l’Oberland-Ost remplit cette fonction d’une vision supra-communale pour les 28 communes de la juridiction d’Interlaken et Oberhasli. L’origine de la création de cette conférence est un changement de la constitution cantonale. Une modification de la loi communale sur les conférences régionales que seul Berne a adoptées à ce jour. Le référendum qui s’en est suivi a démontré que plus des 80 % de la population étaient favorables à la création de la Conférence de l’Oberland-Ost.

La Conférence régionale de l’Oberland-Ost est un instrument cantonal pour la coordination de tâches supra-communales. Elle assume le rôle de chef de file dans la coordination et la collaboration entre les acteurs centraux. Cette conférence régionale est une organisation offrant des prestations de services pour les différentes communes actives dans le domaine. Elle remplit les tâches suivantes : aménagement du territoire et planification directrice, planification des secteurs transport et urbanisation, planification de l’offre régionale de transports publics, conseils dans la planification énergétique et différentes tâches dans le cadre de la politique régionale. Depuis 2013, la promotion de la culture est aussi devenue une tâche et une obligation régionale. La conférence se charge aussi d’autres mandats qui devraient être assumés par les communes, comme par exemple : la création d’un réseau de bus de nuit, une plateforme de Système d’Information Géographique (SIG) régionale ou encore le prix culture du paysage. Cette conférence régionale est aussi une aide à l’obtention des financements fédéraux et cantonaux nécessaires pour la région.

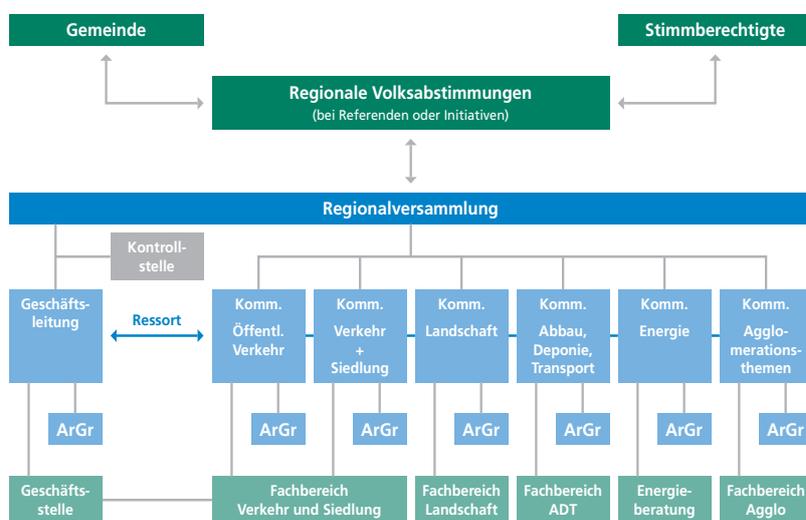
La création de la Conférence de l’Oberland-Ost a aussi permis de regrouper quatre organisations, soit la conférence des présidents de commune, la planification régionale, la conférence régionale des transports et la conférence de l’agglomération. Les différentes tâches ont donc toutes été réunies au sein d’une seule organisation, offrant ainsi la possibilité de créer des synergies, simplifier la structure et diminuer les coûts.

Organisation de la Conférence régionale

L’organe principal de la conférence régionale est « l’assemblée régionale » qui se compose des présidents des communes engagées dans la démarche. Le poids dans les votes pour la prise de décision s’appuie sur le nombre d’habitants de la commune. Cette assemblée s’appuie sur des commissions pour la préparation des dossiers. Les différentes commissions fonctionnent comme des aides à la prise de

position et accompagnent de manière professionnelle le milieu politique dans divers domaines. C'est donc cette assemblée régionale qui supervise la conférence régionale et établit les contacts avec les autorités publiques au niveau communal, cantonal et fédéral. Au niveau opérationnel, la conférence régionale possède un bureau de 5 personnes chargées d'appliquer les directives.

La particularité de la conférence régionale est son système permettant d'influencer démocratiquement les décisions. Les autorités publiques ou les initiatives de la population peuvent être intégrées à la démarche, et un référendum peut être lancé contre les décisions de prises. À côté d'une collaboration active avec la Confédération, le canton et les communes, la conférence entretient aussi une relation avec diverses organisations telles que le SAB ou encore le « Réseau Région bernoise » (Netzwerk Berner Regionen).



Organigramme de la Conférence de l'Oberland-Ost Regionalkonferenz (www.oberland-ost.ch)

Le financement de la conférence Oberland-Ost se fait par l'intermédiaire des communes membres ainsi que de la Confédération. L'autre partie du financement provient d'accords de services passés avec le canton, notamment dans le conseil à la planification énergétique, le développement régional, ou encore des contributions à certains projets.

La conférence de l'Oberland-Ost, une histoire de succès

Depuis la formation de la conférence de l'Oberland-Ost, plusieurs projets ont été fructueux tels que le programme d'agglomération Interlaken, le concept régional de développement touristique, le programme de planification des transports et de l'urbanisme ou encore l'offre régionale de transports publics (Nachtbus Moonliner). Dans le domaine de la promotion culturelle, les investissements fixés par la loi doivent être adaptés sur le long terme au niveau régional. La solidarité est la clé pour qu'une région puisse se développer de manière harmonieuse. En outre, un prix culturel, orienté sur la question paysagère, récompense de manière annuelle les paysages conservés et entretenus. Ces paysages doivent avoir une signification culturelle particulière pour l'Oberland bernois.

Grâce aux activités de la Conférence de l'Oberland-Ost, de nombreuses contributions et investissements ont été injectés dans le développement de la région, soit environ 200 millions Frs. Les différentes expériences de ces dernières années ont prouvé l'utilité et l'efficacité d'organes telles que les conférences régionales. Dans sa tâche de planification et de coordination, la collaboration entre les communes et le canton de Berne s'en trouve facilitée. La Conférence de l'Oberland-Ost jouit aujourd'hui d'un soutien de la part de la population et de la sphère politique.

2.17 Val d'Anniviers – Une fusion dans la vallée

Depuis plusieurs décennies, les différentes destinations touristiques et les acteurs économiques forcent les communes du Val d'Anniviers à coopérer. Un bon nombre de projets ayant permis le développement de toute la vallée a induit la création de coopératives, et finalement, « provoqué » une fusion de commune en 2009. Cette fusion a été un catalyseur important dans la suite du développement ainsi que du renforcement de la solidarité entre les différents villages. Dans la même veine, une organisation touristique a mis en place une coopération avec les remontées mécaniques, les agriculteurs ou encore instauré une taxe de séjour unifiée pour les propriétaires de résidences secondaires.



Le val d'Anniviers est une vallée latérale du canton du Valais se situant au Sud de Sierre, elle se compose de 4 principales destinations touristiques (Chandolin, Grimetz, St-Luc et Zinal), ainsi que d'une multitude de petits villages. Depuis le début du 19^{ème} siècle jusque dans les années septante, cette vallée a perdu le tiers de sa population, tendance qui s'est inversée avec le développement du tourisme. Aujourd'hui, plus de 2'700 personnes vivent dans cette vallée, soit deux fois plus qu'il y a 40 ans. Le déclin de l'agriculture traditionnelle, la diminution des effectifs scolaires et le développement touristique ont forcé les communes, les destinations touristiques et les acteurs économiques à collaborer. L'élément déclencheur de nombreuses transformations a été la création en 1974 d'une unique école pour toute la vallée, à la suite de quoi une démarche similaire a été entreprise pour la gestion des déchets, l'épuration des eaux ou encore le poste de police.

La fusion de communes, résultat d'une longue collaboration

En 2009, la collaboration nécessaire dans plusieurs secteurs a conduit 6 communes à fusionner, créant de ce fait une unité politique pour toute la vallée. Cette fusion de commune a permis de mettre en place une vision commune et globale du développement pour toute la vallée, le meilleur exemple en est la création de différents groupes de travail engagés dans la structuration du développement touristique, de l'agriculture, des infrastructures et de la politique d'hébergement.

Une entreprise agricole commune

Avec l'ouverture de la centrale laitière d'Anniviers à Vissoie (aujourd'hui la Fromagerie d'Anniviers), la production de lait est centralisée en hiver. Pour sa première année (1957) la centrale laitière recevait le lait de 54 producteurs, plus de 265'000 litres de lait pour une production de 32 tonnes de raclette. Aujourd'hui, les chiffres ont quelque peu changé : 39 producteurs, 435'000 litres de lait et une production de 45 tonnes de fromage. En raison du retrait du secteur économique agricole, beaucoup d'exploitations agricoles n'existeraient plus sans la marque « Fromagerie d'Anniviers ».

Entre 1970 et 1988 sept étables communautaires ont été construites, afin d'accueillir 330 têtes de bétail, la vallée en comptant 440 au total. Le principe de ces étables communautaires est la construction d'un bâtiment pouvant servir et appartenir à tous les membres. Chaque propriétaire reste responsable de sa (ses) bête(s) et doit fournir suffisamment de fourrage pour l'hiver, sans oublier les corvées pour la communauté. Durant la période de l'estivage, la surveillance et la gestion du bétail est confiée à un

vacher payé par la commune. Bien que le nombre de membres de ces étables diminue, des privés reprennent ce système, tout ou en partie, constituant un élément fort du village.

La commune soutient les agriculteurs de manière active, bien que cette économie ne représente que les 2 % de la production de richesse de la vallée. L'agriculture a une grande importance pour l'image touristique de la vallée, notamment par l'entretien du paysage. Les subventions attribuées aux agriculteurs sont calculées en fonction du nombre de têtes de bétail, de la surface entretenue et de la quantité de lait apportée à la Fromagerie d'Anniviers.

Une organisation touristique pour toute la vallée

C'est en 2011 qu'est née une organisation commune pour le tourisme pour toute le Val d'Anniviers, afin de rassembler les différents organes présents et coordonner un développement commun du tourisme pour toute la vallée. Depuis 2012, l'organisation a d'ailleurs intégré dans son offre un prospectus appelé « l'Anniscope », ainsi que le « Pass Anniviers Liberté ». Ainsi, les différentes destinations touristiques de la vallée se sont organisées afin de mettre en place des offices de tourisme et accueillir comme il se doit les invités par différentes activités.

Val d'Anniviers s'occupe de gérer ces différents bureaux (salaire, service de comptabilité) et rassemble les taxes de séjour pour toute la vallée.

Le « Pass Anniviers Liberté » est une offre valable dans toute la vallée durant la saison d'été. Il propose des hôtels qui paient eux-mêmes les taxes de séjour. Ce pass est aussi synonyme de transports publics gratuits dans toute la vallée, y compris la télécabine. De même, les entrées aux piscines, au court de tennis ou encore à la mine de cuivre de Zinal sont libres. Cependant, cette offre n'est pas valable que pendant la saison d'hiver.



Transport public gratuit avec le «Pass Anniviers Liberté» en été (www.valdanniviers.ch)

Collaboration étroite pour un téléphérique

Les remontées mécaniques ont, elles aussi, combiné leurs efforts par des fusions durant ces deux dernières décennies; en 1999 les deux sociétés de Chandolin et St-Luc se sont associées, et c'est en 2012 que Grimentz et Zinal ont elles aussi franchi le cap. En outre, ces sociétés n'ont pas seulement fusionné, elles maintiennent une collaboration étroites entre elles déjà depuis quelques années, les abonnements sont valables d'une station à l'autre. Grâce à cela, la situation économique de ces entreprises est stable et permet même de financer la construction et la rénovation d'infrastructures annexes. Par exemple, une liaison de plus de 30 millions Frs a été mise en place entre Grimentz et Zinal. Le financement de cette entreprise a été assuré par une augmentation du capital (environ 6 millions Frs), un prêt de la NPR (8 millions Frs) et un prêt de la commune (12,5 millions Frs). Les quatre millions restant ont été financés par l'intermédiaire d'un crédit bancaire.

Les remontées mécaniques offrent un bon nombre de places de travail dans la vallée, sans compter sur leur importance au niveau du secteur économique tertiaire, notamment le tourisme. En considérant le rôle prépondérant des remontées mécaniques, le partenariat public-privé entre les télécabines et la commune semble être une solution adéquate.



Nouvelle liaison câblée entre
Grimentz et Zinal
(www.valdanniviers.ch)

Taxe sur les résidences secondaires

L'acceptation de l'initiative sur les résidences secondaires (2012) et la crainte des répercussions négatives que cela allait causer, ont motivé la mise sur pied d'un business plan touristique. Durant le printemps 2013, trois groupes de travail se sont penchés sur le futur d'Anniviers par le prisme de trois thèmes : la dynamisation des résidences secondaires, l'augmentation de la durée des saisons et le rôle de la commune et des méthodes de financement. En juillet 2013, les propositions produites par ces groupes de travail ont été acceptées par le législatif communal, et c'est au 1^{er} janvier 2014 que le Conseil d'État valaisan a accepté ces nouvelles dispositions. Il a donc été décidé que toutes les résidences secondaires allaient être taxées. Cette taxe se base sur la définition de tous les logements habitables, et génère entre trois et quatre millions Frs supplémentaires par an pour les impôts. Le but de cette taxe unique devait avoir plusieurs effets : encourager les propriétaires de résidences secondaires à louer leur bien ou tout du moins l'utiliser, c'est-à-dire renforcer le secteur de la location, développer efficacement l'économie touristique et finalement permettre le financement des remontées mécaniques et garantir l'offre d'infrastructures publiques adéquates pour le tourisme. Les propriétaires de résidences secondaires reçoivent tout de même un retour sur investissement lorsqu'ils louent leur bien. En effet, un remboursement de la taxation est effectué sous la forme de la réduction d'au maximum 10 % du coût sur les transports publics.

Une solidarité renforcée entre villages

Depuis plusieurs années, les acteurs socioéconomiques ont allié leurs forces, afin de développer et réaliser des projets. La fusion de commune a d'ailleurs été un vrai catalyseur servant à renforcer la solidarité et le développement entre les différents villages. Pas à pas une vision commune du futur de la vallée a pris forme au travers d'une collaboration et d'une consolidation des structures socioéconomiques afin d'améliorer leur efficacité. Les mesures entreprises jusque-là avaient porté leurs fruits, montrant la bonne direction à prendre. Ce succès a été possible, entre autres, grâce au président de commune compétent et respecté, défendant activement les projets et les innovations afin de trouver des consensus avec la commune.

2.18 Urnäsch – Les projets de développement régionaux ont le vent en poupe

C'est à Urnäsch dans le canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures qu'un développement incroyable s'est produit. Après une décennie morose, la construction d'un village de vacances REKA et le développement d'un projet de développement régional, soutenu par la Confédération, ont réussi à inverser la tendance. Ces éléments ont permis la création de postes d'emplois, mais aussi d'une source de richesses pour la région.

Urnäsch se trouve à seulement quelques kilomètres de la plus grande commune d'Appenzell Rhodes-Extérieures. Depuis la fermeture des usines de textile dans les années nonante, un exode rural permanent s'est fait ressentir, la commune a cherché très longtemps à régler ce problème. Un étudiant de l'EPFZ s'est penché sur le potentiel du canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures et a conclu que des investissements dans le développement du secteur du tourisme seraient profitables à Urnäsch. La qualité culturelle du paysage, la nature intacte, les traditions, l'offre en transport tout comme les offres en restaurations et achats permettraient au village de passer d'un site d'excursion à une destination touristique. Urnäsch devrait donc développer son offre et son potentiel d'attractivité touristique.

Un village de vacances REKA à Urnäsch

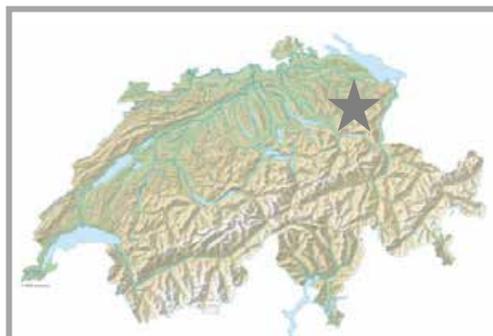
Sous la direction du président de commune, différentes options et de mise en valeur du potentiel de développement touristique à Urnäsch ont été analysées. Le concept d'un village de vacances autour du thème de l'agriculture séduit, la population a accepté cette solution en 2002. La commune a développé le projet de village de vacances d'Urnäsch SA, dont le capital propre s'élevait à 11 millions de francs. Un



Le village REKA offre une vue sur les animaux, la nature et la vie paysanne (www.reka.ch)

million et demi supplémentaire a été investi par le Parlement cantonal d'Appenzell Rhodes-Extérieures, et d'autres fondations se déclaraient prêtes à participer au financement du projet.

Durant le printemps 2008, le nouveau village de vacances Reka, construit avec du bois local et sous le label Minergie, est prêt à accueillir 50 familles. Le village de vacances dispose d'une piscine couverte, d'une pataugeoire, d'un sauna, de nombreuses salles communes telles que des salles de jeu, ou des places de sport. Le village de vacances REKA a été élaboré sur le thème de la découverte du monde agricole par les animaux, la vie paysanne ou encore la nature, dès lors ce village propose des offres didactiques pour les enfants afin qu'ils découvrent ce monde particulier. Une petite écurie faisant office de petit zoo permet aux enfants de se familiariser avec les chèvres, les poules, les lapins, les poneys et les chevaux. Il leur est possible de participer aux soins pour les animaux, mais aussi de faire, en été, de petites excursions sur la montagne ou dans la forêt. La construction de ce village REKA a aussi été l'élément déclencheur d'autres projets, par exemple une initiative privée s'est



Pour plus d'informations:

www.reka.ch

www.appenzeller-erlebnisbauernhof.ch

attelée à la construction d'une centrale de chauffage à pellets au vu du nombre d'invités qui commençaient à affluer. Aujourd'hui, cette centrale fournit le village de vacances en énergie thermique, mais aussi cinquante maisons contigües.

Projets pour le développement régional

Parallèlement à la construction du village REKA, 5 projets de développement pour la région ont été lancés. La démarche, soutenue par l'OFAG, a pour objectif la création de nouvelles richesses, la promotion de l'agriculture et la coopération entre différents secteurs ou milieux économiques de la région. Le potentiel de synergies entre l'agriculture, le tourisme et l'industrie est encouragé à Urnäsch : il serait possible de combiner les offres agrotouristiques avec la production locale de fromage. De même, une vieille grange (Steueschopf) ainsi qu'une cabane ont été rénovées dans le cadre de la remise en état d'un chemin touristique réalisé sur le thème de l'agriculture. Les différents projets ont demandé un investissement de 8 à 10 millions de francs. La contribution de l'OFAG s'est élevée quant à elle à un million et demi de francs, tandis que le canton a investi un million.

Une tendance positive grâce au village de vacances REKA

Depuis son ouverture, le village de vacances REKA a affiché une fréquentation en hausse, d'ailleurs en 2012 les 50 logements proposés ont offert 54'700 nuitées au total. Selon l'Office fédérale de la statistique, une personne louant une chambre dépense en moyenne 55 Frs par jour (sans compter la location). Le village de vacances REKA, estime sa création de valeur ajoutée à plus de 3 millions Frs pour la région. Ce village a concrètement donné une impulsion pour l'économie locale, profitant à l'industrie, mais aussi à la restauration locale, ces derniers pouvant en plus entreprendre des investissements et un élargissement des activités proposées. D'ailleurs, l'offre agrotouristique est très demandée, particulièrement par les locataires du village de vacances REKA. De même, les industries participantes à ces activités agrotouristiques profitent de cette visibilité avec une rentrée d'argent supplémentaire bienvenue. Le projet a donc permis de générer de nouvelles richesses locales, de nouveaux emplois ainsi qu'une image de marque et une meilleure visibilité de la région. Les médias ont aussi participé à la création de l'image et de la notoriété d'Urnäsch, notamment par la réalisation de nombreux documentaires sur le sujet.



Place de jeux du village de vacances REKA, offrant un contexte agréable sur les thèmes des animaux, de la nature et de la vie paysanne (www.reka.ch)

2.19 Bosco Gurin – Un développement basé sur la tradition et la culture

L'association Paesaggio Bosco Gurin s'emploie depuis plus d'une dizaine d'années à harmoniser le développement de Bosco Gurin. De nombreux investissements ont été faits dans les domaines « entretien et restauration des monuments », « nature et agriculture », « vacances et tourisme ». Une certaine richesse culturelle, architecturale et artistique se dégage de cette région. Les paysages naturels y sont protégés et les constructions historiques, ainsi que les monuments, restaurés.

La commune de Bosco Gurin située dans la partie supérieure du Val Maggia, est en fait un petit village de 53 habitants dont la particularité est d'être la seule commune germanophone du Tessin. La commune a été fondée au 13^{ème} siècle par un groupe de Hauts-valaisans. Le côté isolé de l'endroit a favorisé l'implantation de la culture valaisanne, une partie de la population parlant encore le dialecte local, «Gurjinarttitsch». C'est grâce à son architecture traditionnelle intacte que ce petit village est classé dans « l'Inventaire fédéral des sites construits d'importance nationale à protéger en Suisse (ISOS)».

Au tournant du siècle, des investisseurs locaux ont voulu asseoir Bosco Gurin en tant que destination touristique hivernale, notamment par la construction d'un télésiège, d'un restaurant de montagne ainsi que de logements. Malheureusement les investissements n'ont pas suffi à attirer assez de touristes. Tandis que les investisseurs voulaient poursuivre le développement des infrastructures, la commune s'y est ouvertement opposée.

En 2007, Busco Gurin s'est repositionnée stratégiquement en tant que destination touristique caractérisé par un lieu calme propice au repos et proche de la nature. Afin de relancer le tourisme de la région, Busco Gurin devait miser sur sa richesse culturelle et son patrimoine. L'offre touristique d'un petit domaine skiable est à conserver en tant qu'alternative aux activités mises en avant présentant une destination touristique à but didactique, culturelle et reposante. Le développement de la destination doit se faire de manière douce, le nombre de nuitées a déjà doublé (34'000 nuitées par an).

L'Association «Paesaggio Bosco Gurin»

Le changement stratégique de l'image et des forces de la commune de Bosco Gurin a conduit à la création de l'association « Paesaggio Bosco Gurin », défendant les aspects culturels et architecturaux de la région. L'association est en fait une plate-forme locale qui se compose de quatre représentants responsables pour les domaines de la gestion du paysage et de l'art, des entreprises et de l'agriculture locale, d'un coordinateur, d'un secrétaire et d'un caissier. Cette association a notamment travaillé en collaboration avec la population pour mettre en place un programme de gestion du paysage sur une période de quatre ans



Le village Walser de Bosco Gurin
(Schweiz Tourismus, Christof Sonderegger)

(2006-2010). Ce programme a d'ailleurs fait partie du projet Interreg III B, intitulé «Walser Alpen – die Moderne und die Tradition im Herzen Europas» (« Les Alpes valaisannes – Le moderne et la tradition au cœur de l'Europe »).



Le festival annuel « Mätzufämm » devant le musée « Walserhaus », et le jardin Pro Specie Rara (www.bosco-gurin.ch)

Le but premier de Paesaggio Bosco Gurin est de revaloriser les richesses de la région, plus particulièrement les paysages, la culture et les formes architecturales du petit village. Par cette volonté affichée, le Musée de l'histoire des « Walser » a pu agrandir les connaissances sur cet héritage et modernisé ce bâtiment avec un jardin Pro Specie Rara. Plusieurs éléments ont d'ailleurs été rénovés tels qu'une étable, une cantina (carnotzet), un oratorium ou encore un four à chaux. De même, après une réévaluation du biotope, il a été décidé de mettre sur pied de petits chemins touristiques permettant d'observer prairies et marécages, une richesse pour la région par la restauration de ces

biotopes. Encouragé par ses premiers succès, Paesaggio Bosco Gurin a développé cette stratégie avec l'amarce d'un nouveau projet de quatre ans dont le but est de soutenir et pousser la production agricole locale devenant ainsi une nouvelle offre touristique créatrice de richesses. Par suite logique de ce développement, l'ouverture d'une brasserie, la restructuration de la fromagerie du village et la création d'une ferme Pro-Specie-Rara sont venus compléter l'offre agrotouristique. Une pension a même été rajoutée afin d'augmenter la capacité d'accueil du village.

Un projet de domaine cohérent et intégré

Dans le cas spécifique de Bosco Gurin, le projet présente un processus de développement particulièrement cohérent, notamment grâce aux acteurs locaux actifs, ainsi qu'aux agriculteurs désireux de réorganiser et améliorer la production et l'offre alimentaire locale. La collaboration de qualité entre les organisations locales et régionales telles que la région NPR « Locarno et Vallemaggia », l'office du tourisme de Vallemaggia et sa commune, s'est avéré être d'une aide précieuse.

De même, le projet « Walserdorf Bosco Gurin » donne un nouvel essor au tourisme de la commune qui s'était trop focalisée sur une offre de tourisme hivernale dont le marché était déjà saturé. Avec un peu de recul, la commune a su tirer parti de ses forces et a diversifié son offre par le développement du tourisme estival. La mise en valeur de l'héritage communal profite autant aux touristes qu'à la population locale, les projets développés permettent aujourd'hui une économie viable pour cette population.

3 Acquis et suggestions

Après tous ces exemples de projets réussis, nous pouvons nous demander : quels sont les facteurs influençant et permettant le lancement et l'aboutissement d'un projet ? Malheureusement, il n'existe pas de « recette toute faite », les procédures changent d'un cas à l'autre, intégrant de ce fait des spécificités locales. Sur la base des recherches concernant les différents projets, ainsi que les suggestions et les conclusions qu'ils ont apportées, le SAB déduit que le réseau d'acteurs locaux pour le développement régional est essentiel. Ces recommandations se rapportent aux projets régionaux.

Les suggestions, mises en évidence par l'étude des différents projets présentés, sont décrites suivant un ordre logique dans la suite de ce travail. La réalité offre une multitude de projets différents, dès lors, il est possible d'appliquer les éléments de suggestions suivants au cas par cas.

- Le **lancement** d'un projet de développement devrait être **initié** par des **acteurs locaux**.
- Il est nécessaire de procéder à une **analyse spatiale**. Le potentiel de la région doit être mis en évidence avant le début du processus afin de déterminer sur quels facteurs se concentrer pour réaliser le potentiel de la région. C'est le cas des exemples du Val-de-Travers et du Val Lumnezia qui ont fait cette analyse spatiale avant d'entamer leur processus de développement.
- Quelles solutions se profilent par rapport à la situation spatiale et aux potentiels de la région, quelles sont les **scénarios réalisables** ?
- **Quel périmètre : supra-communal, définition d'une unité spatiale claire**. L'approche spatiale peut varier, dans le cas d'un processus « bottom-up », l'unité spatiale doit être définie au préalable. De même, le réseau d'acteurs est une composante essentielle. En effet, il est en relation avec la taille du périmètre, il est nécessaire qu'un niveau supra-communal se dégage en terme de communication. L'aspect « bottom-up » du processus fournit généralement de bonnes conditions à la communication, la coordination et la réalisation d'un projet.
- Un **USP** (Unique selling proposition, c'est-à-dire un argument de vente) unique doit se dégager de la démarche. Dans l'exemple idéal, toutes les activités communiquent et s'associent autour de cet USP. L'USP est un élément qu'il faut commercialiser, en évitant d'envoyer des messages contradictoires dans la démarche, les organisations de marketings peuvent être utiles pour ce point du projet.
- **Définition d'une stratégie de développement** pour la région concernée. La stratégie de développement peut prendre différentes formes, par exemples, le contrat dans le Val-de-Travers, la stratégie de développement du Pays d'Enhaut, le concept de territoire à Toggenburg ou encore la stratégie « destination » pour Bosco Gurin.

- **Le point de vue extérieur par le coaching / la modération** est toujours une aide précieuse dans la phase de lancement. Un regard extérieur peut ouvrir le champ des possibilités d'un projet et constituer une aide à sa structuration. Il ne faut pas sous-estimer l'importance d'autres expériences et d'autres savoir-faire, ces derniers pouvant éviter de perdre du temps ou de commettre des fautes.
- **La stratégie de développement doit être concrétisée.** Le processus ne peut s'arrêter à une stratégie, au contraire, il est important de pouvoir **concrétiser rapidement des mesures visibles** liées au projet (quick-wins). **Les moteurs du projet** sont centraux, ils doivent être le fruit d'une personne ou d'une équipe issue de la région ou présente dans la région. L'exemple du Val Lumnezia explicite cela clairement par l'engagement d'une personne chargée de coordonner et mettre sur pied les différents projets. Dans le même ordre d'idées, Toggenburg a aussi opté pour cette solution avec la nomination d'un organe de management régional.
- Dans le cadre du processus de développement, il ne faut pas limiter les idées, c'est-à-dire qu'il faudrait conserver toutes les propositions dans un « **tiroir à idées** » afin de les ressortir plus tard si ces dernières ont un potentiel de développement à exploiter.
- La **direction du projet comme moteur** doit être entreprenante, connectée et ancrée dans un réseau local. Une connexion suprarégionale représente aussi une aide puisqu'elle est la clé d'accès à d'autres savoir-faire, expériences. Les organisations régionales ou nationales telles que le SAB, le réseau de l'Alliance des communes alpines ou celui des Parcs suisses, permettent aussi cet échange d'expériences, cela enrichit les possibilités et les solutions propres à développer un territoire.
- La recherche des **potentiels de synergies** et des **possibilités de coopérations** entre tous les domaines est essentielle. Au sein d'une région, il est souvent possible de trouver des initiatives, des projets ou des acteurs qui seraient susceptibles de se compléter au niveau de leurs besoins ou leurs idées. Il s'agit donc de les trouver et de mettre en place une collaboration ou une synergie. La compétition et la concurrence sont utiles, tant qu'elles n'entravent pas un développement intégré et lié à ces potentiels de synergies.
- La mise en avant des différentes **possibilités de sources de financements** est un élément central pour les porteurs de projets. La mise sur pied d'une initiative peut se réaliser seulement si elle est financée. Les responsables de projets doivent être au courant des différentes possibilités existantes de financement, l'importance du réseau est donc cruciale dans cette étape du projet. La connaissance des bonnes personnes est synonyme de chances supplémentaires pour le financement d'un projet.
- Le processus du projet ainsi que l'organe responsable doivent **être légitimés** par la population concernée. La prise en compte des communes est synonyme d'une meilleure acceptabilité du projet, notamment par une légitimation facilitée et le fait de prévenir des oppositions. Les porteurs de projets locaux sont plus concernés et attachés au succès des projets (Ownership). Un porteur régional aura plus d'intérêts dans la réussite tout autant que dans le procédé utilisé pour faire aboutir le projet.

- Afin d'éviter les situations de conflits, il est essentiel d'impliquer tous les acteurs, ainsi que tous les secteurs concernés dans le processus. Une démarche participative fait sens, tout d'abord un groupe d'experts élaborent différentes propositions pour qu'ensuite la population puisse s'exprimer sur ces dernières (ouverture du processus participatif). Ce n'est qu'après la prise de position de la population que les experts peuvent adapter le projet (fin du processus participatif). L'utilisation de nouveaux moyens ou méthodes de communication, tels que le World Café, L'Appreciative Inquiry (méthode de développement organisationnel ultra participatif), Open Space, etc. permettent le dialogue entre les différents groupes d'intérêts, créant de ce fait une conscience collective des différents problèmes inhérents au projet. En outre, cette conscience encourage l'engagement et le développement de solutions communes par compromis ou consensus.
- **Les partenaires ayant une implication émotionnelle** dans le projet doivent y être intégrés. Les chances de réussite d'un projet augmentent lorsque les acteurs sont impliqués à 100 % dans la démarche, que ce soient les porteurs de projets, les partenaires, la population ou les médias.
- L'industrie, en tant que participant aux processus « bottom-up », contribue de manière significative à la réussite de d'un projet.
- Une **bonne communication interne comme externe** est essentielle. Les participants au processus doivent être informés comme il faut. Le projet doit être transparent et fournir régulièrement des informations afin que la motivation de la phase de lancement du projet soit conservée. Il est donc important d'informer régulièrement la population de l'avancement du projet au moyen de réunions, d'une page internet, de distribution de flyers, etc. Les médias jouent un rôle essentiel, notamment dans la communication extérieure au projet. Il est important d'intégrer les médias relativement rapidement afin qu'ils deviennent eux-mêmes les défenseurs du projet. Ils sont aussi le lien utile permettant de tenir la population informée et intéressée par le projet, notamment grâce aux « quick-wins ». Une coopération avec l'office du tourisme locale, la commune, les acteurs locaux et finalement les médias représentent un facteur prépondérant de réussite.
- **Attention aux pentes glissantes !** Les problèmes et les conflits au sein d'une même région sont à éviter, si un projet similaire ou concurrent voit le jour, il est nécessaire qu'un des partis se rétracte. En effet, la réalisation d'un projet est une entreprise déjà suffisamment compliquée sans que la situation au sein d'une même région soit tendue.

4 Financements

Même s'il existe de nombreuses possibilités de financements pour le développement d'un projet régional, trouver les fonds nécessaires reste un gros défi. L'élaboration d'un business plan contenant les arguments de faisabilité et une vision à long terme du projet sont des conditions sine qua non au lancement de ce dernier. Les investisseurs doivent être convaincus de l'utilité du projet, de pouvoir parvenir assez rapidement à une autonomie du projet. Il est d'ailleurs toujours conseillé d'avoir un expert externe afin d'apporter une aide à la planification et à la gestion du financement du projet. Les régions, mais aussi des organisations telles que le SAB, disposent d'une grande connaissance et expérience dans le domaine, leur réseau est aussi un atout non-négligeable dans l'élaboration d'un projet.

Dans la question sur les sources potentielles de financement viennent en premier lieu les banques, et ensuite les institutions publiques ou privées. Une coordination entre le financement public et privé est fortement conseillée. De nombreux projets peuvent être financés partiellement par l'apport des banques, cependant ces dernières n'accordent leurs crédits que si l'engagement personnel ou d'autres engagements financiers sont présents et suffisants.

4.1 Soutien des pouvoirs publics

Il existe une multitude de possibilités de soutiens étatiques et d'aides financières pour les projets de régions de montagne, les programmes fédéraux de soutien les plus importants sont décrits ci-dessous :

Mesures de la Nouvelle politique régionale (NPR)

Les objectifs principaux de la NPR sont de permettre le développement et la réalisation de projets et d'initiatives régionales innovantes, renforçant la compétitivité et la création de richesses. La Confédération a envoyé un message fort dans le cadre de son programme pour la période 2016-2023, en définissant de manière très claire ses attentes en matière de politique régionale. Chaque canton organise son développement régional selon ses spécificités, élaborant des stratégies de développement par la définition des différents points et mesures à entreprendre au niveau cantonal. Ces points sont formulés dans le cadre d'accords entre les cantons, les régions, ainsi que différents acteurs régionaux. Le but est de planifier un programme de réalisation supra communal dans le cadre de la NPR 2016-2019.

regiosuisse.ch/umsetzungsprogramme

Les programmes de réalisation précisent et définissent les thématiques, les localisations du financement de la NPR et les possibilités de financement cantonales qui peuvent être demandées. À l'exception de Genève, Soleure et Zoug, tous les cantons ont utilisé le programme de la NPR et établi un programme de réalisation. Pour plus de renseignements par rapport aux possibilités offertes par la NPR ainsi que les décisions prises par rapport au développement des différents cantons, il est possible de s'adresser aux responsables cantonaux pour la NPR.

regiosuisse.ch/fr/adresses ou www.regionen-ch.ch/Regionen.429.0.html?&L=2

Initiatives et projets communaux dans le domaine agricole

L'agriculture dans les espaces ruraux bénéficie de nombreuses mesures pour son développement. Les projets communaux dans le domaine agricole peuvent généralement déjà être soutenus au niveau des enquêtes préalables. L'aide à la gestion et au financement (coaching) est au premier plan dans la planification et/ou la mise en œuvre rapide et efficace de ces projets.

Les mesures dans le domaine agricole, classées par thèmes, sont les suivantes:

- **Promotion régionale des ventes**
www.blw.admin.ch/blw/fr/home/instrumente/qualitaets--und-absatzfoerderung/absatzfoerderung.html
- **Promotion de la qualité et de la durabilité dans le secteur agroalimentaire**
www.blw.admin.ch/blw/fr/home/instrumente/qualitaets--und-absatzfoerderung/foerderung-von-qualitaet-und-nachhaltigkeit.html
- **Contributions à la qualité du paysage**
www.blw.admin.ch/blw/fr/home/instrumente/direktzahlungen/landschaftsqualitaetsbeitrag.html
- **Développement rural et améliorations structurelles**
www.blw.admin.ch/blw/fr/home/instrumente/laendliche-entwicklung-und-strukturverbesserungen.html
- **Projet de développement régional, PDR (Améliorations structurelles; art. 93 1c LAgr)**
www.blw.admin.ch/blw/fr/home/instrumente/laendliche-entwicklung-und-strukturverbesserungen/laendliche-entwicklung/projekte-zur-regionalen-entwicklung.html
- **Programme de protection des eaux**
www.blw.admin.ch/blw/fr/home/instrumente/ressourcen--und-gewaesserschutzprogramm/gewaesserschutzprogramm.html
- **Adresses générales**
www.blw.admin.ch/blw/fr/home/instrumente/laendliche-entwicklung-und-strukturverbesserungen/laendliche-entwicklung/gemeinschaftliche-projektinitiativen/projektidee.html

Soutien financier pour les parcs naturels

À l'occasion de la révision sur la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (LPN, entrée en vigueur le 1.12.2007), la Confédération et les cantons s'engagent à soutenir financièrement les parcs naturels. La création de ces parcs doit cependant répondre à certains critères tels que provenir d'une initiative régionale et être soutenus par la population locale. Les cantons sont donc tenus de soutenir les initiatives régionales et de les accompagner dans le processus. Du côté de la Confédération et par le biais du programme « conventions-programmes », 20 millions de francs ont été accordés pour la création de nouveaux parcs naturels. Les régions doivent être particulièrement impliquées dans le processus de création de ces parcs puisqu'il est attendu qu'elles participent au moins à hauteur des 20 % du coût du projet.

www.parks.swiss/fr/ ou

www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themes/paysage/info-specialistes/conserver-et-developper-la-qualite-du-paysage/paysages-d_importance-nationale/parcs-d_importance-nationale.html

Politique de la ressource bois

Depuis 2009, l'OFEV a mis en place « une politique de la ressource bois » visant à promouvoir cette richesse particulière. Cette politique se fonde sur une vision d'avenir : le bois devient un élément déterminant de la qualité de la vie en Suisse, ainsi que de notre culture en matière de construction et d'habitat. L'économie forestière et l'industrie du bois fournissent une contribution essentielle aux objectifs politiques de la Confédération concernant l'énergie, le climat et les ressources naturelles. La chaîne de création de valeur, depuis l'arbre jusqu'au produit fini, se soucie de la compétitivité internationale et de la compatibilité environnementale.

www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themes/forets/info-specialistes/strategies-et-mesures-federales/politique-de-la-ressource-bois.html

SuisseEnergie

SuisseEnergie est un programme visant l'efficacité énergétique ainsi que l'utilisation d'énergies durables. La force de ce programme réside dans la collaboration et le partenariat entre la Confédération, les cantons, les communes, de nombreux partenaires économiques, des organisations environnementales, des consommateurs. Les communes peuvent d'ailleurs poser leur candidature pour le label « Cité de l'énergie » / Facteur 21, gestion du trafic, etc.

www.suisseenergie.ch/fr-ch/home.aspx

Programmes de promotion de la coopération territoriale européenne (CTE)

INTERREG soutient des projets qui promeuvent d'une collaboration transfrontalière, transnationale ou encore interrégionale. Cette vision se divise en trois domaines de promotion:

- INTERREG A : Coopération transfrontalière entre les régions qui appartiennent à des pays différents mais qui partagent une frontière.
- INTERREG B : Coopération transnationale entre des zones géographiquement plus vastes (macro régions).
- INTERREG C : Coopération interrégionale entre des régions non-limitrophes.

Le cadre thématique du programme de promotion INTERREG est de donner les lignes directrices d'une stratégie de développement et de cohésion au niveau européen. En Suisse, la Nouvelle politique régionale (NPR) présente des objectifs similaires au programme INTERREG, intégré à la NPR. Pour plus d'informations: regiosuisse.ch/fr/interreg.

Pour la période 2014–2021, la Suisse participe aux trois programmes de promotion :

INTERREG V A – Coopération transfrontalière

- Espace frontalier du Rhin supérieur : www.interreg-rhin-sup.eu/
- Alpenrhein-Bodensee-Hochrhein : www.interreg.org
- France-Suisse : le bassin lémanique et l'arc jurassien www.interreg-francesuisse.org
- Italie-Suisse : www.interreg-italiasvizzera.it/programme

INTERREG V B – Coopération transnationale

- Espace alpin : www.alpine-space.eu
- Nord-Ouest de l'Europe : www.nweurope.eu

INTERREG V C – Coopération interrégionale : www.interregeurope.eu

Innotour

Innotour est un instrument permettant de promouvoir les innovations et les collaborations dans le secteur du tourisme suisse. Le programme vise avant tout à encourager un modèle au niveau national, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle il est lié à la Nouvelle politique régionale (NPR). La promotion et les efforts doivent se concentrer là où les offres touristiques sont les plus faibles et où les avantages concurrentiels peuvent être réalisés le plus rapidement possible par la collaboration et l'innovation.

www.inno-tour.ch

Société Suisse de Crédit Hôtelier

La Société Suisse de Crédit Hôtelier met en œuvre un soutien financier pour les investissements immobiliers. La promotion et le soutien de l'hôtellerie suisse sont assurés par la Société Suisse de Crédit Hôtelier.

www.sgh.ch

Mobilité durable

Coordination pour la mobilité durable (COMO) encourage le développement et la mise en œuvre de nouvelles idées pour des formes et des offres de mobilité d'avenir.

www.energieschweiz.ch/page/de-ch/innovative-mobilitaetsprojekte

Fonds Suisse pour le Paysage (FPS)

À l'occasion de l'Arrêté fédéral du 3 mai 1991 accordant une aide financière en faveur de la sauvegarde et de la gestion de paysages ruraux traditionnels et de la fête des 700 ans de la Confédération helvétique, le Parlement a décidé de créer le Fonds Suisse pour le Paysage (FPS). Ce ne sont pas moins de 50 millions Frs qui ont été attribués pour les dix premières années. Ce financement a déjà été prolongé deux fois par la Confédération et devrait se prolonger jusqu'en 2021 au moins. Depuis sa création, le FPS a soutenu plus de 1'300 projets pour une somme d'environ 94 millions Frs. La source de ce financement provient de privés, d'associations, de fondations, de communes, de régions et de cantons.

www.fls-fsp.ch

Projets-modèles pour un développement durable

Avec les « projets-modèles », la Confédération soutient les projets d'acteurs locaux, de régions et de cantons, désireux de développer de manière durable leur territoire. Ces projets doivent être innovants, améliorer la qualité de vie et la compétitivité des régions, tout en renforçant une collaboration et la solidarité intra- et intercommunale, en accord avec les objectifs fixés par le Projet de territoire Suisse.

www.are.admin.ch/are/fr/home/developpement-et-amenagement-du-territoire/programmes-et-projets/projets-modeles-pour-un-developpement-territorial-durable.html

Programme d'encouragement pour le développement durable

Avec ce programme, la Confédération encourage et soutient les projets de développement durable au niveau communal, régional et cantonal. Ces projets doivent être innovants et exemplaires, qu'ils soient issus d'institutions publiques ou d'organisations privées.

www.are.admin.ch/are/de/home/nachhaltige-entwicklung/programme-und-projekte/foerderprogramm-nachhaltige-entwicklung.html

Cautionnements pour régions rurales et alpines

En complémentarité de la politique régionale, les initiatives issues de petites et moyennes entreprises (PME) sont aussi soutenues. Du point de vue des régions, les instruments de cette politique sont très importants : les contributions au service de l'intérêt des régions de montagne s'organisent autour des crédits cautionnés ou non cautionnés.

<https://www.kmu.admin.ch/kmu/fr/home/savoir-pratique/finances/financement/aides-publiques-pour-financement/cautionnements-regions-rurales-alpines.html>

Les entreprises des régions de montagne peuvent demander des garanties de la part de la Confédération sur la base des résultats de leurs projets. Les demandes de contributions au service de l'intérêt que ce soit pour des crédits cautionnés ou non cautionnés doivent être faites auprès de Coopératives de cautionnements. Les adresses de ces Coopératives de cautionnements se trouvent sur le lien suivant :

<https://www.kmu.admin.ch/kmu/fr/home/adresses/cooperatives-cautionnement.html>

En plus des programmes de la Confédération, les cantons et les régions soutiennent elles aussi des initiatives et projets. Les cantons et les régions font office de coordinateurs dans les programmes soutenus par la Confédération. Ils sont responsables de la gestion du financement des différents projets de leurs régions, en outre les cantons soutiennent activement la promotion économique.

<https://www.kmu.admin.ch/kmu/fr/home/adresses/promotion-economique.html>

4.2 Soutien de la part des institutions privées

Les institutions privées proposent elles aussi des possibilités de financement pour les projets de développement. Il existe, pour les régions suisses de montagne, de nombreuses organisations qui libèrent des crédits pour des projets, même à fond perdu.

Aide Suisse aux Montagnards

L'Aide Suisse aux Montagnards soutient des projets durables et innovants dont le but est une amélioration de la qualité de vie pour la population. Cela signifie rendre les régions de montagne attractives par la promotion d'un espace de vie agréable, une économie prospère et un lieu de vie paisible. Les projets qui sont normalement du domaine public ne sont pas soutenus, cependant l'aide accordée s'élève tout de même à 25 millions Frs par année. Dans le cadre de ses activités, l'Aide Suisse aux Montagnards compte sur l'initiative personnelle des montagnards. Elle apporte un soutien financier substantiel, aussi bien dans les phases de conception que de réalisation des projets.

www.berghilfe.ch/fr

Parrainage pour les communes de montagne

Le « Schweizer Patenschaft für Berggemeinden » (Parrainage pour les communes de montagne) soutient avant tout les projets initiés par les communes. Le but de cette aide est de garder les régions de montagnes habitables, économiquement viables et entretenues. Les parrainages d'ONG offrent, pour les communes de montagne, un financement aux corporations nécessaires. Ces parrainages peuvent se faire sur le long terme, ils constituent aussi une aide directe à certains projets, notamment dans le cas de collectes annuelles ou d'héritages. Ce soutien financier représente environ 20 millions Frs par an.

www.patenschaftberggemeinden.ch

Parrainage Coop pour les régions de montagne

Le Parrainage Coop pour les régions de montagne s'engage pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des populations des montagnes, en particulier aux familles de paysans de montagne suisse et les aide à subvenir à leurs besoins. Le Parrainage Coop soutient des projets à hauteur de 3 millions Frs par an et s'est engagé dans l'économie de montagne, notamment par sa ligne de produits « ProMontagna ».

www.coop.ch/patenschaft

En plus des projets engagés pour les régions de montagne, un bon nombre de donations est effectué en faveur du tout ou en partie de projets et activités liées à la protection des régions de montagnes. Les sources les plus importantes dans la recherche de financements sont les institutions publiques, soit les départements de l'intérieur. Dans la liste qui suit, les financements peuvent être recherchés par mots-clés.

www.edi.admin.ch/edi/fr/home/fachstellen/eidgenoessische-stiftungsaufsicht/repertoire-des-fondations.html

Le lien suivant propose d'autres sources de financements possibles:

www.swissfoundations.ch/fr/répertoires-de-fondations

Exemples de fondations:

- W. Leuthold-Stiftung. La Fondation vise à aider les agriculteurs et les communautés de montagne vivant dans des conditions financièrement difficiles en Suisse. Elle soutient également les organisations d'entraide qui œuvrent pour l'amélioration de la situation économique de l'agriculture dans les régions périphériques. Contact par le service technique du SAB.
- Fonds Suisse (Fonds d'aide en cas de dommages causés par des phénomènes naturels imprévisibles) www.fondssuisse.ch/fr/fondssuisse
- Suyana-Stiftung suyana.ch
- Age-Stiftung www.age-stiftung.ch
- Binding-Stiftung www.binding-stiftung.ch
- Peter-Kaiser-Stiftung www.peter-kaiser-stiftung.li
- Albert Köchlin Stiftung www.aks-stiftung.ch
- Bristol-Stiftung www.bristol-stiftung.ch
- Mava, Fondation pour la nature www.mava-foundation.org
- Fondation suisse pour l'aménagement et la protection du paysage www.sl-fp.ch

4.3 Prix pour l'innovation

Les démarches et projets innovants méritent d'être bien récompensés, comme le font, par exemple, le « Prix Montagne » et le « MILESTONE ». La couverture médiatique est souvent plus importante que le prix lui-même.

Prix Montagne

Le Prix Montagne est un concours organisé depuis 2011 par le SAB et l'Aide Suisse aux Montagnards. Ce prix d'une valeur de 40'000 Frs évalue les projets, dans les régions suisses de montagne, selon l'optimisation de création de richesses ou d'emplois, ou encore dans l'effort de diversification économique. Seuls les projets fonctionnels et rentables depuis au moins trois ans peuvent se présenter au Prix Montagne.

www.sab.ch/dienstleistungen/prix-montagne

MILESTONE Excellence in Tourism

Le MILESTONE honore depuis l'année 2000 des projets innovants et des personnalités dans le tourisme suisse. La plus haute distinction dans la branche a pour vocation de susciter des innovations, d'encourager le transfert de savoir-faire, d'accroître l'attrait de la destination « Suisse » et de faire connaître au public le rôle de l'économie touristique. Le prix s'élève à 32'500 Frs et récompense l'innovation, la relève, le développement durable et l'œuvre d'une vie.

www.htr-milestone.ch

5 Bibliographie

- Aregger André (2016): Farbe für einen «weissen Fleck» im Kanton Luzern. In: Montagna, 2016, Nr. 11, S. 12-13.
- Berger D. und Frischknecht S. (2010): Urnäsch (AR): Regionales Entwicklungsprojekt bringt Trendwende. In: Geomatik Schweiz, 2010, Nr. 8, S. 356-359.
- Bus alpin (hrsg.) (2013): Medienmitteilungen vom 12.12.13. Bus alpin mit Rekordergebnis
- Capeder Silvio und Solèr Reto (2013): Neue Wege für die Val Lumnezia. In Montagna, 2013, Nr. 4, S. 20.
- Commune de Ayent (2004): Rapport Cité de l'énergie. Chapitre 1 : Résumé des actions.
- Credit Suisse (2013): Schweizer Uhrenindustrie. Perspektiven und Herausforderungen.
- Credit Suisse (2017): Branchenhandbuch 2017. Aufhellung in den meisten Industriebranchen.
- Hochbreitband (2017): Fallbeispiel Oberwallis. Mit Solidarität und Kooperation zu Glasfaser-Anschlüssen für alle. <http://www.hochbreitband.ch/de/fallsbeispiele/oberwallis.html> (Zugriff: 31.03.2017).
- Markus Müller (2011): Wäller Unternehmer baut grösste Pelletheizzentrale in Zentraleuropa. In: Rhein-Zeitung 13.10.2011. <http://www.chauffageboisanzere.ch/presse.php> (Zugriff: 31.03.2017).
- Micro Center Central-Switzerland AG (Hrsg.) (2015): Mikrotechnologie-Initiative Zentralschweiz. Jahresbericht 2015.
- Raffaele de Rosa (2016): Residenze secondarie: una risorsa da valorizzare. In: Montagna, 2016, Nr. 10, S. 10-11.
- Regionalkonferenz Oberland-Ost (2015): Geschäftsbericht 2015.
- Regiosuisse Netzwerkstelle Regionalentwicklung (2016): Warme statt kalte Betten. In: Das Magazin zur Regionalentwicklung regioS, 2016, Nr. 11, S. 20-22.
- Regiosuisse (2003): Micro Center Central-Switzerland (Regio-Plus-Projekt 2000 bis 2003). <http://regiosuisse.ch/micro-center-central-switzerland-regio-plus-projekt-2000-2003> (Zugriff: 31.03.2017).
- Regiosuisse (2012): Tropenhaus Frutigen (NRP-Projekt von 2008 bis 2012). <http://regiosuisse.ch/projects/ext/334/maison-tropicale-de-frutigen> (Zugriff: 31.03.2017).
- Regiosuisse (2013): Nationalparkregion – Gesundheitsregion. In: Wirkungsmessung NRP-Projekte 2012. Synthese der Wirkungsmessung, Schlussbericht. Bern.
- Regiosuisse (2015): Nationalparkregion – Gesundheitsregion (NRP-Projekt von 2011 bis 2015). <http://regiosuisse.ch/projects/ext/319/nationalparkregion-gesundheitsregion> (Zugriff: 31.03.2017).
- Reka (2012): Reka-Feriendörfer auch 2012 erfolgreich: Feriendorf Urnäsch bei sehr hoher Auslastung mit leicht weniger Übernachtungen. <http://www.reka.ch/de/unternehmung/medien/medienmitteilungen/2013/Seiten/reka-feriendoefer-auch-2012-erfolgreich-urnaesch.aspx> (Zugriff: 31.03.2017).
- Reka (2017): Ferienwohnung im Reka-Feriendorf Urnäsch. Bei Tieren und Bauern. <https://reka.ch/de/rekaferien/reka-feriendoefer/Seiten/urnaesch.aspx> (Zugriff: 31.03.2017).
- RUN: réseau urbain neuchâtelois (2007): Contrat de région Val-de-Travers.
- Schweizer Berghilfe und SAB (2016): Warmes Bett. In: Prix Montagne 2016, Die Nominierten, 2016, S. 12-13.
- SEREC und SAB (2014): Zone a basso potenziale: ricerca e presentazione di alcune best practices.
- Thomas Buchli (2012): Alpine Brache? nicht bei uns. In: Montagna, 2012, Nr. 5.
- UnternehmenGOMS (hrsg.) (2009): Das Goms: auf dem Weg zur ersten Energieregion der Schweizer Alpen. Integriertes Energiekonzept für die ländliche Regionalentwicklung. Schlussbericht September 2009.
- Westerwälder Holz Pellets (2011): Mann Energie nimmt in der Schweiz grösste Pelletzentrale Zentraleuropas in Betrieb. <http://www.chauffageboisanzere.ch/presse.php> (Zugriff: 31.03.2017).
- Willener Alex (2017): Neue Wege im Umgang mit den Folgen der Zweitwohnungsinitiative. Das Beispiel «Zukunft Hasliberg». In: Schweizer Heimatschutz, 2017, Nr. 1, S. 18-21.
- Zukunft Hasliberg (hrsg.) (2015): Medienmitteilung vom 21.05.2015. Hasliberger Zweitwohnungsbesitzer engagieren sich aktiv.
- Zukunft Hasliberg (hrsg.) (2017): Medienmitteilung vom 05.01.2017. Projekt Zukunft Hasliberg – vom Alpwerk bis Kinderkino.

Prestations offertes par le SAB

Activités politiques

Le SAB s'engage pour que les régions de montagne et l'espace rural puissent se développer durablement. Cette préoccupation passe notamment par la prise d'influence au niveau du processus législatif et par des contacts réguliers avec les parlementaires fédéraux, ainsi qu'avec l'administration fédérale. Concrètement, le SAB est actif dans:

- l'élaboration de prises de position rédigées lors de consultations fédérales ayant des répercussions sur les régions de montagne et/ou sur l'espace rural
- le lancement de propositions visant à modifier des lois existantes ou pour créer de nouvelles bases législatives
- l'intervention dans le cadre de travaux de commissions fédérales
- la réalisation d'études concernant particulièrement les régions de montagne et l'espace rural
- l'organisation de séances d'information destinées aux parlementaires fédéraux
- l'animation du Groupe parlementaire montagne
- l'organisation de conférences de presse
- la rédaction de communiqués de presse se rapportant à des objets d'actualité

Développement régional

Le SAB encourage les initiatives visant à développer durablement les régions de montagne et les espaces ruraux. Le SAB fournit des conseils, un appui technique et administratif, voire une aide sur le terrain.

Le SAB peut apporter son concours pour la concrétisation de projets dans les domaines suivants:

- agricole / sylvicole / mise en valeur du bois
- tourisme
- énergie
- marketing régional
- coopération intersectorielle
- transferts technologiques
- amélioration des services publics
- etc.

Dans le cadre du développement régional, le SAB conseille les communes et accompagne des projets liés à la politique régionale, notamment par le biais du réseau «Alliance dans les Alpes».

Coopération internationale

Le SAB dispose d'un vaste réseau de contacts au niveau international. Ce réseau permet à notre organisation de participer aux débats internationaux consacrés à l'avenir de la montagne. Il facilite aussi les échanges d'expériences et favorise l'apprentissage mutuel entre acteurs régionaux. Concrètement, notre organisation sert de plateforme de contacts, prodigue des conseils et accompagne les porteurs de projets dans leurs démarches.

A noter que le SAB est notamment:

- membre fondateur d'Euromontana
- observateur permanent auprès de la Convention alpine
- responsable pour la réalisation de plusieurs projets internationaux, tel que le projet Interreg IVB ACCESS
- actif dans la création et le soutien d'organisations montagnardes situées à l'étranger

Vulgarisation agricole

La section technique (ST) du SAB est responsable pour toutes les questions liées à la vulgarisation agricole, dans

les régions de montagne. Elle dispense des conseils et des informations en faveur des acteurs désireux de mettre en valeur leur production agricole, d'améliorer certaines infrastructures, etc.

La ST offre aussi des prestations dans les domaines des constructions rurales:

- conseils en matière de construction et de rénovation (analyse et conception technique, estimation des coûts, propositions de variantes, etc.)
- soutien lors de dégâts (estimation des dommages, concept d'assainissement, etc.)
- conseils en matière d'assurances (informations, propositions pour des solutions avantageuses, etc.)

La ST offre aussi des prestations spécialement destinées aux organisations et coopératives:

- soutien lors de la révision de statuts
- formation pour les personnes ayant une responsabilité statutaire (président, comité directeur)

Le SAB est l'organe faîtière des coopératives de constructions rurales (CCR). Les CCR permettent de réaliser des travaux de construction de manière rationnelle et à un prix avantageux.

Modération dans le cadre de processus de coopération / participatifs

Le SAB accompagne les communes, régions ou organisations impliquées dans des processus de coopération ou participatifs. Le SAB permet d'atteindre les objectifs fixés en aidant les acteurs concernés à:

- identifier leurs besoins
- déterminer des objectifs
- établir un plan d'action
- mettre en relation les différents acteurs concernés
- accompagner les porteurs de projets tout au long du processus

Le SAB a notamment organisé et animé le processus participatif du site de l'UNESCO «Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn», ainsi que celui du parc régional du Binntal. Le SAB accompagne aussi les communes désirant procéder à une fusion.

Management d'organisations et de réseaux

Le SAB propose de gérer des organisations, ainsi que des réseaux de membres. Le SAB prend en charge des tâches telles que:

- travaux administratifs
- gestion de la comptabilité
- préparation et animation d'événements ponctuels
- communication avec les membres ainsi qu'avec les groupes cibles

Les organisations liées aux régions de montagne ou à l'espace rural peuvent particulièrement profiter de ces services. Par ce biais, il est possible de créer des synergies avec le SAB, en bénéficiant de son expérience, de ses contacts et de son savoir-faire.

Actuellement, le SAB gère le secrétariat des organisations suivantes:

- Groupe parlementaire montagne
- Conférence des régions
- Société suisse d'économie alpestre
- Conférence des présidents de communes touristiques de montagne

Le SAB est encore chargé de la coordination du réseau Alliance dans les Alpes.

Centre de coordination du volontariat en montagne

Le SAB possède un service destiné à appuyer les communes, les bourgeoises, les organisations touristiques ou encore les agriculteurs désirant construire, rénover ou améliorer certaines infrastructures. Ce service, baptisé «Centre de coordination du volontariat en montagne» (CECOVO-montagne), organise des camps de volontaires pour réaliser divers travaux tels que:

- la création ou la réfection de chemins pédestres, de routes de montagne
- la construction ou la rénovation de bâtiments agricoles
- l'installation de réseaux d'eau
- l'entretien d'alpages, etc.

Les engagements du CECOVO-montagne encouragent le sens de la solidarité en faveur des populations et agriculteurs de montagne. Ils permettent également aux volontaires de se familiariser avec les particularités liées aux régions de montagne. Informations supplémentaires: www.berge-versetzen.ch.

Information et communication

Le SAB informe régulièrement ses différents publics, en recourant à divers canaux. Les moyens utilisés par le SAB pour communiquer sont multiples:

- site Internet (www.sab.ch)
- revue montagne (publiée dix fois par an)
- communiqués de presse
- conférences de presse
- contacts avec les médias
- rapports thématiques
- rapport annuel, etc.

Le SAB organise aussi régulièrement des séminaires et des journées d'étude destinés à sensibiliser et à informer les acteurs régionaux, par rapport à des thèmes stratégiques. Le SAB réalise également des études sur mandat, comme celle consacrée au tourisme rural en Suisse pour le compte d'AGORA et de tourisme-rural.ch.

Où nous trouver:

Les bureaux du SAB sont situés à quelques minutes à pied de la gare de Berne:
Seilerstrasse 4, Case postale 7836, 3001 Bern

La section technique du SAB se situe à Brugg:
Laurstrasse 10, Case postale 731, 5201 Brugg

Le Groupement suisse pour les régions de montagne (SAB) est une association qui défend et promeut les intérêts des zones de montagne, ainsi que de l'espace rural en Suisse. Informations complémentaires: www.sab.ch.



Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für die Berggebiete
Groupement suisse pour les régions de montagne
Gruppo svizzero per le regioni di montagna
Gruppa svizra per las regiuns da muntogna